

LENINE

Textes choisis (II)

Sommaire :

Friedrich Engels (p. 2)

Correspondance entre Marx et Engels (p. 7)

Discours prononcé le 07/11/1918 à l'inauguration du monument de Marx et Engels (p. 11)

Marx et le « partage noir » américain (p. 12)

La guerre des partisans (p. 16)

Préface à la traduction russe des lettres de K. Marx à L. Kugelmann (p. 22)

Préface à la traduction russe du livre : Lettres de J. becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F. A. Sorge et à d'autres personnes... (p. 27)

Les divergences dans le mouvement ouvrier européen (p. 36)

A propos de la dialectique (p. 39)

L'impérialisme et la scission du socialisme (p. 41)

Paroles prophétiques (p. 49)

Notes (p. 52)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de textes extraits de l'ouvrage *Lénine : Marx-Engels-Marxisme* publié aux Editions en langues étrangères de Moscou en 1946.

WWW.MARXISME.FR

FRIEDRICH ENGELS

Quel flambeau de l'esprit s'est éteint, Quel cœur a cessé de battre !¹

Friedrich Engels s'est éteint à Londres le 5 août (24 juillet ancien style) 1895. Après son ami Karl Marx (mort en 1883), Engels fut le savant et l'éducateur le plus remarquable du prolétariat contemporain dans le monde civilisé tout entier. Du jour où la destinée a réuni Karl Marx et Friedrich Engels, l'œuvre de toute la vie des deux amis est devenue le fruit de leur activité commune. Aussi, pour comprendre ce que Friedrich Engels a fait pour le prolétariat, faut-il se faire une idée précise du rôle joué par la doctrine et l'activité de Marx dans le développement du mouvement ouvrier contemporain. Marx et Engels ont été les premiers à montrer que la classe ouvrière et ses revendications sont un produit nécessaire du régime économique actuel qui crée et organise inéluctablement le prolétariat en même temps que la bourgeoisie ; ils ont montré que ce ne sont pas les tentatives bien intentionnées d'hommes au cœur généreux qui délivreront l'humanité des maux qui l'accablent aujourd'hui, mais la lutte de classe du prolétariat organisé.

Marx et Engels ont été les premiers à expliquer, dans leurs œuvres scientifiques, que le socialisme n'est pas une chimère, mais le but final et le résultat nécessaire du développement des forces productives de la société actuelle. Toute l'histoire écrite jusqu'à nos jours a été l'histoire de luttes de classes, de la domination et des victoires de certaines classes sociales sur d'autres. Et cet état de choses continuera tant que n'auront pas disparu les bases de la lutte des classes et de la domination de classe : la propriété privée et l'anarchie de la production sociale. Les intérêts du prolétariat exigent la destruction de ces bases, contre lesquelles doit donc être orientée la lutte de classe consciente des ouvriers organisés. Or, toute lutte de classe est une lutte politique.

Ces conceptions de Marx et d'Engels, tout le prolétariat qui lutte pour son émancipation les a aujourd'hui faites siennes ; mais aux années quarante, quand les deux amis commencèrent à collaborer aux publications socialistes et à participer aux mouvements sociaux de leur époque, elles étaient entièrement nouvelles. Nombreux étaient alors les hommes de talent ou sans talent, honnêtes ou malhonnêtes, qui, tout à la lutte pour la liberté politique, contre l'arbitraire des rois, de la police et du clergé, ne voyaient pas l'opposition des intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat. Ils n'admettaient même pas l'idée que les ouvriers puissent agir comme force sociale indépendante. D'autre part, bon nombre de rêveurs, dont certains avaient même du génie, pensaient qu'il suffirait de convaincre les gouvernants et les classes dominantes de l'iniquité de l'ordre social existant, pour faire régner sur terre la paix et la prospérité universelle. Ils rêvaient d'un socialisme sans lutte. Enfin, la plupart des socialistes d'alors et, d'une façon générale, des amis de la classe ouvrière, ne voyaient dans le prolétariat qu'une *plaie* qu'ils regardaient grandir avec horreur à mesure que l'industrie se développait. Aussi cherchaient-ils tous le moyen d'arrêter le développement de l'industrie et du prolétariat, d'arrêter la « roue de l'histoire ». Alors que le développement du prolétariat inspirait une peur générale, c'est dans la croissance ininterrompue du prolétariat que Marx et Engels mettaient tous leurs espoirs. Plus il y aurait de prolétaires, et plus grande serait leur force en tant que classe révolutionnaire, plus le socialisme serait proche et possible. On peut exprimer en quelques mots les services rendus par Marx et Engels à la classe ouvrière en disant qu'ils lui ont appris à se connaître et à prendre conscience d'elle-même, et qu'ils ont substitué la science aux chimères.

Voilà pourquoi le nom et la vie d'Engels doivent être connus de chaque ouvrier ; voilà pourquoi, dans notre recueil, dont le but, comme celui de toutes nos publications, est d'éveiller la conscience de classe des ouvriers russes, nous nous devons de donner un aperçu de la vie et de l'activité de Friedrich Engels, l'un des deux grands éducateurs du prolétariat contemporain.

Engels naquit en 1820 à Barmen, dans la province rhénane du royaume de Prusse. Son père était un fabricant. En 1838, Engels dut, pour des raisons de famille, abandonner ses études au lycée et entrer comme commis dans une maison de commerce de Brème. Ses occupations commerciales ne l'empêchèrent pas de travailler à parfaire son instruction scientifique et politique. Dès le lycée, il avait pris en haine l'absolutisme et l'arbitraire de la bureaucratie. Ses études de philosophie le menèrent plus loin encore. La doctrine de Hegel régnait alors dans la philosophie allemande et Engels s'en fit le disciple.

Bien que Hegel fût, pour sa part, un admirateur de l'Etat prussien absolutiste au service duquel il se trouvait en sa qualité de professeur à l'Université de Berlin, sa *doctrine* était révolutionnaire. La foi de Hegel dans la raison humaine et dans ses droits, et le principe fondamental de la philosophie hégélienne suivant lequel le monde est le théâtre d'un processus permanent de transformation et de développement, conduisirent ceux d'entre les disciples du philosophe berlinois qui ne voulaient pas s'accommoder de la réalité, à l'idée que la lutte contre la réalité, la lutte contre l'iniquité existante et le mal régnant, procède, elle aussi, de la loi universelle du développement perpétuel. Si tout se développe, si certaines institutions sont remplacées par d'autres, pourquoi l'absolutisme du roi de Prusse ou du tsar de Russie, l'enrichissement d'une infime minorité aux dépens de l'immense majorité, la domination de la bourgeoisie sur le peuple se perpétueraient-ils ? La philosophie de Hegel traitait du développement de l'esprit et des idées ; elle était *idéaliste*. Du développement de l'esprit elle déduisait celui de la nature, de l'homme et des rapports entre les hommes au sein de la société. Tout en reprenant l'idée hégélienne d'un processus perpétuel de développement, Marx et Engels en rejetèrent l'idéalisme préconçu ; l'étude de la vie leur montra que ce n'est pas le développement de l'esprit qui explique celui de la nature, mais qu'au contraire il convient d'expliquer l'esprit à partir de la nature, de la matière... [Marx et Engels ont maintes fois déclaré qu'ils étaient, pour une large part, redevables de leur développement intellectuel aux grands philosophes allemands, et notamment à Hegel. « S'il n'y avait pas eu précédemment la philosophie allemande..., déclare Engels, le socialisme scientifique allemand — le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé — n'eût jamais été fondé. ».]

A l'opposé de Hegel et des autres hégéliens, Marx et Engels étaient des matérialistes. Partant d'une conception matérialiste du monde et de l'humanité, ils constatèrent que, de même que tous les phénomènes de la nature ont des causes matérielles, de même le développement de la société humaine est conditionné par celui de forces matérielles, les forces productives. Du développement des forces productives dépendent les rapports qui s'établissent entre les hommes dans la production des objets nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Et ce sont ces rapports qui expliquent tous les phénomènes de la vie sociale, les aspirations des hommes, leurs idées et leurs lois. Le développement des forces productives crée des rapports sociaux qui reposent sur la propriété privée, mais nous voyons aujourd'hui ce même développement des forces productives priver la majorité de toute propriété et concentrer celle-ci entre les mains d'une infime minorité. Il abolit la propriété, base de l'ordre social contemporain, et tend de lui-même au but que se sont assigné les socialistes. Ces derniers doivent seulement comprendre quelle est la force sociale qui, de par sa situation dans la société actuelle, est intéressée à la réalisation du socialisme, et inculquer à cette force la conscience de ses intérêts et de sa mission historique. Cette force, c'est le prolétariat. Engels apprit à le connaître en Angleterre, à Manchester, centre de l'industrie anglaise, où il vint se fixer en 1842 comme employé d'une maison de commerce où son père avait des intérêts. Engels ne se contenta pas de travailler au bureau de la fabrique : il parcourut les quartiers sordides où vivaient les ouvriers, et vit de ses propres yeux leur misère et leurs maux.

Mais il ne se borna pas à observer par lui-même ; il lut tout ce qu'on avait écrit avant lui sur la situation de la classe ouvrière anglaise, étudiant scrupuleusement tous les documents officiels qu'il put consulter. Le fruit de ces études et de ces observations fut un livre qui parut en 1845 : *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Nous avons déjà rappelé plus haut le principal mérite d'Engels comme auteur de cet ouvrage. Beaucoup, avant lui, avaient déjà dépeint les souffrances du prolétariat et signalé la nécessité de lui venir en aide.

Engels fut le *premier* à déclarer que le prolétariat *n'est pas seulement* une classe qui souffre, mais que la situation économique honteuse où il se trouve le pousse irrésistiblement en avant et l'oblige à lutter pour son émancipation finale. Le prolétariat en lutte *s'aidera lui-même*. Le mouvement politique de la classe ouvrière amènera inévitablement les ouvriers à se rendre compte qu'il n'est pour eux d'autre issue que le socialisme. A son tour le socialisme ne sera une force que lorsqu'il deviendra l'objectif de la lutte *politique* de la *classe* ouvrière. Telles sont les idées maîtresses du livre d'Engels sur la situation de la classe ouvrière en Angleterre, idées que l'ensemble du prolétariat qui pense et qui lutte a aujourd'hui faites siennes, mais qui étaient alors toutes nouvelles. Ces idées furent exposées dans un ouvrage captivant où abondent les tableaux les plus véridiques et les plus bouleversants de la détresse du prolétariat anglais.

Ce livre était un terrible réquisitoire contre le capitalisme et la bourgeoisie. Il produisit une impression considérable. On s'y référerait bientôt partout comme au tableau le plus fidèle de la situation du prolétariat contemporain. Et, de fait, ni avant ni après 1845, rien n'a paru qui donnât une peinture aussi saisissante et aussi vraie des maux dont souffre la classe ouvrière.

Engels ne devint socialiste qu'en Angleterre. A Manchester il entra en relations avec des militants du mouvement ouvrier anglais et se mit à écrire dans les publications socialistes anglaises. Retournant en Allemagne en 1844, il fit à Paris la connaissance de Marx, avec qui il correspondait déjà depuis quelque temps, et qui était également devenu socialiste, pendant son séjour à Paris, sous l'influence des socialistes français et de la vie française. C'est là que les deux amis écrivirent en commun *la Sainte Famille ou la Critique de la critique critique*. Ce livre, paru un an avant la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* et dont Marx écrivit la plus grande partie, jeta les bases de ce socialisme matérialiste révolutionnaire dont nous avons exposé plus haut les idées essentielles. La *sainte famille* était une dénomination plaisante donnée à deux philosophes, les frères Bauer, et à leurs disciples. Ces messieurs prêchaient une critique qui se place au-dessus de toute réalité, au-dessus des partis et de la politique, répudie toute activité pratique et se borne à contempler « avec esprit critique » le monde environnant et les événements qui s'y produisent. Ces messieurs traitaient de haut le prolétariat qu'ils considéraient comme une masse dépourvue d'esprit critique.

Marx et Engels se sont élevés catégoriquement contre cette tendance absurde et néfaste. Au nom de la personnalité humaine réelle, de l'ouvrier foulé aux pieds par les classes dominantes et par l'Etat, ils exigent non une attitude contemplative, mais la lutte pour une meilleure organisation de la société. C'est évidemment dans le prolétariat qu'ils voient la force à la fois capable de mener cette lutte et directement intéressée à la faire aboutir. Avant *la Sainte Famille*, Engels avait déjà publié dans *les Annales franco-allemandes* de Marx et Ruge des « Essais critiques sur l'économie politique » où il analysait d'un point de vue socialiste les phénomènes essentiels du régime économique moderne, conséquences inévitables du règne de la propriété privée. C'est incontestablement son commerce avec Engels qui poussa Marx à s'occuper d'économie politique, science où ses travaux allaient opérer toute une révolution.

De 1845 à 1847 Engels vécut à Bruxelles et à Paris, menant de front les études scientifiques et une activité pratique parmi les ouvriers allemands de ces deux villes. C'est là que Marx et Engels entrèrent en rapports avec une société secrète allemande, la « Ligue des communistes », qui les chargea d'exposer les principes fondamentaux du socialisme élaboré par eux. Ainsi naquit le célèbre *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, qui parut en 1848. Cette plaquette vaut des tomes : elle inspire et anime jusqu'à ce jour tout le prolétariat organisé et combattant du monde civilisé.

La révolution de 1848, qui éclata d'abord en France et gagna ensuite les autres pays d'Europe occidentale, ramena Marx et Engels dans leur patrie. Là, en Prusse rhénane, ils prirent la direction de la *Nouvelle Gazette rhénane*, journal démocratique paraissant à Cologne. Les deux amis étaient l'âme de toutes les aspirations démocratiques révolutionnaires en Prusse rhénane. Ils défendirent jusqu'au bout les intérêts du peuple et de la liberté contre les forces de réaction. Ces dernières, comme l'on sait, finirent par triompher. La *Nouvelle Gazette rhénane* fut interdite. Marx, qui pendant son émigration s'était vu retirer la nationalité prussienne, fut expulsé. Quant à Engels, il prit part à l'insurrection armée du peuple, combattit dans trois batailles pour la liberté et, après la défaite des insurgés, se réfugia en Suisse d'où il gagna Londres.

C'est également à Londres que Marx vint se fixer. Engels redevint bientôt commis, puis associé, dans cette même maison de commerce de Manchester où il avait travaillé dans les années quarante. Jusqu'en 1870 il vécut à Manchester, et Marx à Londres, ce qui ne les empêchait pas d'être en étroite communion d'idées : ils s'écrivaient presque tous les jours. Dans cette correspondance, les deux amis échangeaient leurs opinions et leurs connaissances, et continuaient à élaborer en commun le socialisme scientifique. En 1870, Engels vint se fixer à Londres, et leur vie intellectuelle commune, pleine d'une activité intense, se poursuivit jusqu'en 1883, date de la mort de Marx. Cette collaboration fut extrêmement féconde : Marx écrivit *le Capital*, l'ouvrage d'économie politique le plus grandiose de notre siècle, et Engels, toute une série de travaux, grands et petits. Marx s'attacha à l'analyse des phénomènes complexes de l'économie capitaliste.

Engels écrivit, dans un style facile, des ouvrages souvent polémiques où il éclairait les problèmes scientifiques les plus généraux et différents phénomènes du passé et du présent en s'inspirant de la conception matérialiste de l'histoire et de la théorie économique de Marx. Parmi ces travaux d'Engels nous citerons : son ouvrage polémique contre Dühring (où il analyse des questions capitales de la philosophie, ainsi que des sciences naturelles et sociales) [C'est un livre remarquablement riche de contenu et hautement instructif. On n'en a malheureusement traduit en russe qu'une faible partie qui contient un historique du développement du socialisme (*le Développement du socialisme scientifique*, 2^e édition, Genève, 1892).], *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (traduction russe parue à Saint-Pétersbourg, 3^e édition, 1895), *Ludwig Feuerbach* (traduction russe annotée par G. Plékhanov, Genève, 1892), un article sur la politique étrangère du gouvernement russe (traduit en russe dans *le Social-Démocrate* de Genève, N^{os} 1 et 2), des articles remarquables sur la question du logement, et, enfin, deux articles, courts mais d'un très grand intérêt, sur le développement économique de la Russie (*Etudes de Friedrich Engels sur la Russie*, traduction russe de Véra Zassoulitch, Genève, 1894). Marx mourut sans avoir pu mettre la dernière main à son ouvrage monumental, le *Capital*.

Mais le brouillon en était déjà prêt, et ce fut Engels qui, après la mort de son ami, assumait la lourde tâche de mettre au point et de publier les livres II et III du *Capital*. Il édita le livre II en 1885 et le livre III en 1894 (il n'eut pas le temps de préparer le livre IV). Ces deux livres exigèrent de sa part un travail énorme. Le social-démocrate autrichien Adler a fait très justement remarquer qu'en éditant les livres II et III du *Capital*, Engels a élevé à son génial ami un monument grandiose sur lequel il a, sans s'en douter, gravé son propre nom en lettres ineffaçables. Ces deux livres du *Capital* sont en effet l'œuvre de deux hommes : Marx et Engels. Les légendes antiques rapportent des exemples touchants d'amitié. Le prolétariat d'Europe peut dire que sa science a été créée par deux savants, deux lutteurs, dont l'amitié surpasse tout ce que les légendes des Anciens offrent de plus émouvant. Engels, avec juste raison, somme toute, s'est toujours effacé devant Marx. « Auprès de Marx, écrivait-il à un vieil ami, j'ai toujours été le second violon. » Son affection pour Marx vivant et sa vénération pour Marx disparu étaient sans bornes. Ce militant austère et ce penseur rigoureux avait une âme profondément aimante.

Pendant leur exil qui suivait le mouvement de 1848-1849, Marx et Engels ne s'occupèrent pas que de science : Marx fonda en 1864 l'« Association internationale des travailleurs », dont il assura la direction pendant dix ans ; Engels y joua également un rôle considérable. L'activité de l'« Association internationale », qui unissait, suivant la pensée de Marx, les prolétaires de tous les pays, eut une influence capitale sur le développement du mouvement ouvrier. Même après sa dissolution, dans les années 70, le rôle de Marx et Engels comme centre d'attraction continua de s'exercer. Mieux : on peut dire que leur importance comme guides spirituels du mouvement ouvrier ne cessa de grandir, car le mouvement lui-même se développait sans arrêt. Après la mort de Marx, Engels continua seul à être le conseiller et le guide des socialistes d'Europe. C'est à lui que venaient demander conseils et indications aussi bien les socialistes allemands, dont la force grandissait rapidement malgré les persécutions gouvernementales, que les représentants des pays arriérés, tels les Espagnols, les Roumains, les Russes, qui en étaient à leurs premiers pas. Ils puisaient tous au riche trésor des lumières et de l'expérience du vieil Engels.

Marx et Engels, qui connaissaient le russe et lisaient les ouvrages parus dans cette langue, s'intéressaient vivement à la Russie, dont ils suivaient avec sympathie le mouvement révolutionnaire, et étaient en relation avec les révolutionnaires russes. Tous deux étaient devenus socialistes après avoir été des *démocrates*, et leur sentiment démocratique de *haine* pour l'arbitraire politique était très fort en eux. Ce sens politique inné, allié à une profonde compréhension théorique du rapport existant entre l'arbitraire politique et l'oppression économique, ainsi que leur riche expérience, avaient rendu Marx et Engels très sensibles sous le rapport *politique*. Aussi la lutte héroïque de la petite poignée des révolutionnaires russes contre le tout-puissant gouvernement tsariste trouva-t-elle l'écho le plus sympathique dans le cœur de ces deux révolutionnaires éprouvés. Par contre, toute velléité de se détourner, au nom de prétendus avantages économiques, de la tâche la plus importante et la plus immédiate des socialistes russes : la conquête de la liberté politique, leur paraissait naturellement suspecte ; ils y voyaient même une trahison pure et simple de la grande cause de la révolution sociale.

« L'émancipation du prolétariat doit être l'œuvre du prolétariat lui-même » : voilà ce qu'enseignaient constamment Marx et Engels. Or, pour pouvoir lutter en vue de son émancipation économique, le prolétariat doit conquérir certains droits *politiques*. En outre, Marx et Engels se rendaient parfaitement compte qu'une révolution politique en Russie aurait aussi une importance énorme pour le mouvement ouvrier en Europe occidentale. La Russie autocratique a été de tout temps le rempart de la réaction européenne. La situation internationale exceptionnellement favorable de la Russie à la suite de la guerre de 1870, qui a semé pour longtemps la discorde entre la France et l'Allemagne, ne pouvait évidemment qu'accroître l'importance de la Russie autocratique comme force réactionnaire. Seule une Russie libre, qui n'aura besoin ni d'opprimer les Polonais, les Finlandais, les Allemands, les Arméniens et autres petits peuples, ni de dresser sans cesse l'une contre l'autre la France et l'Allemagne, permettra à l'Europe de se libérer des charges militaires qui l'écrasent, affaiblira tous les éléments réactionnaires en Europe et augmentera la force de la classe ouvrière européenne. Voilà pourquoi Engels désirait tant l'instauration de la liberté politique en Russie dans l'intérêt même du mouvement ouvrier d'Occident. Les révolutionnaires russes ont perdu en lui leur meilleur ami.

La mémoire de Friedrich Engels, grand combattant et éducateur du prolétariat, vivra éternellement !

Automne 1895

CORRESPONDANCE ENTRE MARX ET ENGELS

L'édition depuis longtemps promise de la correspondance des célèbres fondateurs du socialisme scientifique a, enfin, vu le jour. Engels en avait confié, par testament, l'édition à Bebel et Bernstein, et Bebel, peu avant sa mort, avait achevé la partie de rédaction qui lui revenait.

La correspondance de Marx et d'Engels, parue il y a quelques semaines à Stuttgart, chez Dietz, représente quatre grands tomes. Ils comprennent un total de 1 386 lettres de Marx et d'Engels, portant sur le long intervalle de temps compris entre 1844 et 1883.

Le travail de rédaction, c'est-à-dire la confection de préfaces à la correspondance se rattachant aux différentes périodes, a été assuré par Ed. Bernstein. Comme il fallait bien s'y attendre, ce travail n'est satisfaisant ni du point de vue technique, ni du point de vue idéologique. Bernstein n'aurait pas dû se charger — après son « évolution » tristement célèbre vers les conceptions opportunistes extrêmes — de la rédaction des lettres profondément pénétrées d'esprit révolutionnaire. Les préfaces de Bernstein sont en partie dépourvues de contenu, en partie simplement fausses, par exemple, quand au lieu d'une caractéristique directe, claire et précise, des erreurs opportunistes de Las-salle et de Schweizer, dénoncées par Marx et Engels, on rencontre des phrases éclectiques et des attaques telles que : « Marx et Engels n'ont pas toujours eu raison contre Lassalle » (t. III, p. XVIII) ou bien qu'ils ont été soi-disant « plus près », du point de vue tactique, de Schweizer que de Liebknecht (t. IV, p. X). Point d'autre contenu dans ces attaques, si ce n'est celui consistant à camoufler et à maquiller l'opportunisme. Malheureusement, l'attitude éclectique devant la lutte idéologique de Marx contre beaucoup de ses adversaires se généralise de plus en plus au sein de la social-démocratie allemande moderne.

Du point de vue technique, l'index laisse à désirer, — un seul pour les quatre volumes (par exemple, les noms de Kautsky, de Stirling, ont été omis) ; les remarques aux différentes lettres sont trop exigües et se noient dans les préfaces du rédacteur, au lieu d'être placées à côté des lettres correspondantes, comme l'a fait Sorge, etc.

Le prix de la correspondance éditée est excessif — près de 20 roubles les quatre volumes. Il est hors de doute que l'on aurait pu et dû publier la correspondance complète avec moins de luxe, à un prix plus abordable, et éditer — pour les diffuser largement parmi les ouvriers — les passages les plus importants au point de vue principe.

Tous ces défauts d'édition rendront, certes, difficile, l'étude de la correspondance. C'est dommage, car sa valeur scientifique et politique est immense. Ce ne sont pas seulement Marx et Engels qui apparaissent ici devant le lecteur avec un relief particulier, dans toute leur grandeur. Le richissime contenu théorique du marxisme s'y développe avec une évidence saisissante, car Marx et Engels reviennent maintes fois dans ces lettres aux aspects les plus divers de leur doctrine ; ils soulignent et éclaircissent — parfois en discutant ou en se persuadant l'un l'autre — ce qu'il y a de nouveau (par rapport aux conceptions anciennes), de plus important, de plus difficile.

Le lecteur voit se dérouler devant lui avec un relief saisissant l'histoire du mouvement ouvrier universel — dans les moments les plus importants et sur les points les plus essentiels. Mais ce qui est encore plus précieux, c'est l'histoire de la *politique* de la classe ouvrière. En maintes occasions, dans les différents pays de l'ancien monde et dans le nouveau monde, aux divers moments de l'histoire, Marx et Engels analysent les principes les plus essentiels touchant la *position* des problèmes relatifs aux tâches *politiques* de la classe ouvrière. Mais l'époque qu'embrasse la correspondance est justement celle où la classe ouvrière se dégageait de la démocratie bourgeoise, et où l'on voit apparaître un mouvement ouvrier indépendant, époque où se sont affirmés les principes de la tactique et de la politique prolétariennes. Plus on observe de nos jours combien le mouvement ouvrier des différents pays souffre de l'opportunisme, à cause du marasme et de la putréfaction de la bourgeoisie, du fait que l'attention des chefs ouvriers se trouve absorbée par les petites choses du jour, etc. — et plus précieuse devient cette richissime documentation qu'offre la correspondance, documentation qui montre la compréhension la plus profonde des fins prolétariennes de réorganisation *radicale* et la définition extraordinairement souple des tâches tactiques au point de vue de ces fins révolutionnaires ; cela sans la moindre concession à l'opportunisme ou à la phrase révolutionnaire.

Si l'on essaye d'un seul mot de définir, pour ainsi dire, le foyer de toute la correspondance, — le point central vers lequel converge tout le faisceau des idées émises et étudiées, ce mot sera la *dialectique*.

L'application de la dialectique matérialiste à l'économie politique, en vue de la remanier de fond en comble, à l'histoire, aux sciences naturelles, à la philosophie, à la politique et à la tactique de la classe ouvrière, — voilà ce qui intéresse le plus Marx et Engels ; c'est là qu'ils apportent ce qu'il y a de plus essentiel et de nouveau ; c'est en cela que consiste leur marche géniale en avant dans l'histoire de la pensée révolutionnaire.

Dans l'exposé qui suit, nous nous proposons, après un aperçu général sur la correspondance, de passer en revue les observations et les considérations les plus intéressantes de Marx et d'Engels, sans toutefois prétendre à épuiser tout le contenu des lettres.

1. Aperçu général

Ce sont les lettres de 1844 adressées par Engels, alors âgé de 24 ans, à Marx, qui ouvrent la correspondance. La situation de ce temps, en Allemagne, apparaît avec un relief remarquable. La première lettre, datée de fin septembre 1844, a été expédiée de Barmen, où vivait la famille d'Engels et où celui-ci était né. Engels n'avait pas encore atteint ses 24 ans.

Il s'ennuie au sein de sa famille et cherche à s'en évader. Son père, despote, fabricant dévot, était révolté de voir son fils courir aux réunions politiques et professer des convictions communistes. Si ce n'était à cause de ma mère... que j'aime vraiment, écrit Engels, je ne sais guère comment je pourrai y tenir pendant les quelques semaines qu'il me faut rester encore ici. Tu ne pourrais t'imaginer, se plaint-il à Marx, les considérations mesquines et les craintes superstitieuses qu'on m'objecte.

Aussi longtemps qu'il est à Barmen, où le retenait encore quelque temps une aventure romanesque, il cède à son père et va travailler pendant une quinzaine au bureau de la fabrique (son père était fabricant).

« Le commerce me fait horreur, écrit-il à Marx, Barmen me fait horreur, la perte de temps me fait horreur ; et ce qui me fait surtout horreur, c'est de rester non seulement un bourgeois, mais même un fabricant, un bourgeois intervenant activement contre le prolétariat. » Je me console, poursuit Engels, en travaillant à mon livre sur la situation de la classe ouvrière (ce livre, paru comme on le sait en 1845, est une des meilleures œuvres de la littérature socialiste mondiale). « L'on peut bien, tout en étant communiste, rester, de par sa situation extérieure, bourgeois et s'adonner à ce chien de commerce, quand on n'écrit pas ; mais faire de la propagande communiste en grand et s'occuper en même temps de commerce et d'industrie, voilà qui ne va pas. J'en ai assez ; à Pâques je m'en vais. A cela s'ajoute la vie débilitante au sein d'une famille prussienne, radicalement chrétienne : cela ne va plus, je finirais par devenir un philistin allemand et par introduire le philistinisme dans le communisme. » Voilà ce qu'écrivait le jeune Engels. Après la révolution de 1848, la vie le contraignit à retourner au bureau de son père pour s'adonner de longues années durant « à ce chien de commerce ». Mais il tint bon, il créa autour de lui une atmosphère non de prussianisme chrétien, mais une tout autre, une atmosphère de camaraderie ; il sut devenir pour toute la vie l'ennemi implacable de « l'introduction du philistinisme dans le communisme ».

La vie publique dans la province allemande de 1844 rappelle la vie russe du commencement du XX^e siècle, avant la révolution de 1905. Tout aspire à la politique, tout bouillonne d'opposition indignée contre le gouvernement : les pasteurs fulminent contre l'athéisme des jeunes ; les enfants des familles bourgeoises font des scènes à leurs parents « quand ceux-ci s'avisent de traiter de haut leurs domestiques ou leurs ouvriers ».

L'esprit d'opposition général consiste en ceci que tout le monde se dit communiste. « A Barmen, le commissaire de police est communiste », écrit Engels à Marx. J'ai été à Cologne, à Dusseldorf, à Elberfeld, — partout, à chaque pas, on se heurte à des communistes. « Un communiste très enragé, caricaturiste et peintre ... du nom de Seel, se rendra dans deux mois à Paris. Je vous l'enverrai. Le gars vous plaira par son caractère enthousiaste, sa peinture, son engouement pour la musique et peut rendre de grands services comme caricaturiste. »

« Il se passe à Elberfeld des choses étonnantes. Nous avons tenu hier [écrit le 22 février 1845], dans la plus grande salle du premier hôtel de la ville, notre troisième réunion communiste. La première compta 40 assistants, la seconde 130 et la troisième au minimum 200. Tout Elberfeld et tout Barmen, des financiers aux épiciers, mais à l'exception du prolétariat, étaient représentés. »

Voilà ce qu'écrit textuellement Engels. En Allemagne, tout le monde était en ce temps communiste, le prolétariat excepté. Le communisme était la forme d'expression des tendances d'opposition chez tous et surtout chez la bourgeoisie. « La foule la plus bête, la plus indolente, la plus philistine, qui ne s'est intéressée à rien au monde, commence à manifester presque de l'enthousiasme pour le communisme. » Les principaux propagateurs du communisme étaient à ce moment des hommes dans le genre de nos populistes, « socialistes-révolutionnaires », « socialistes-populaires », etc..., c'est-à-dire des bourgeois en somme bien intentionnés, mais plus ou moins enragés contre le gouvernement.

Dans cette atmosphère, au milieu d'une formidable quantité de tendances et de fractions prétendument socialistes, Engels a su se frayer un chemin vers le socialisme *prolétarien*, sans craindre la rupture avec une masse de bons gens, ardents révolutionnaires, mais communistes détestables.

1846. Engels est à Paris. A cette époque, Paris est tout à la politique et à la discussion des différentes théories socialistes. Engels étudie avec avidité le socialisme, fait la connaissance personnelle de Cabet, de Louis Blanc et d'autres socialistes marquants, fréquente les rédactions et les cercles.

Son attention porte principalement sur la doctrine socialiste la plus sérieuse et la plus répandue de ce temps, le proudhonisme. *Avant* même la parution de *la Philosophie de la misère* de Proudhon (octobre 1846 ; Marx y a répondu par sa célèbre *Misère de la philosophie* parue en 1847), Engels fait une critique mordante, impitoyable et d'une remarquable profondeur des idées maîtresses de Proudhon, qu'exaltait particulièrement alors le socialiste allemand Grün.

La parfaite connaissance de l'anglais (que Marx ne s'est assimilé que bien plus tard), et de la littérature anglaise, permet à Engels (lettre du 18 septembre 1846) de signaler d'emblée les exemples de la faillite, en Angleterre, des fameux « bazars de travail » proudhoniens. Proudhon *calomnie* le socialisme, — dit, plein d'indignation, Engels, — selon Proudhon les ouvriers doivent *racheter* le capital.

Engels, alors âgé de 26 ans, anéantit littéralement le « socialisme vrai » — nous retrouvons cette expression dans sa lettre du 23 octobre 1846, longtemps avant le *Manifeste du Parti communiste*, — socialisme dont il nomme Grün le principal représentant. Une doctrine « antiprolétarienne, petite-bourgeoise, philistine », des « phrases creuses », toutes sortes de tendances « humanitaires », la « peur superstitieuse du communisme du ventre » (*Löffel-Kommunismus* — littéralement : « le communisme de la cuiller »), les « plans pacifiques pour le bonheur » de l'humanité — c'est ainsi que Engels juge le socialisme prémarxiste sous *tous* ses aspects.

« On a discuté pendant trois soirées le projet d'association de Proudhon. Au début, j'avais contre moi presque toute la clique... L'essentiel était de démontrer la nécessité de la révolution violente » (23 octobre 1846). Je finis par me mettre en fureur... et pressai tant mes adversaires que je leur arrachai une attaque directe contre le communisme... Je demandai de décider par un vote si nous nous réunissions ici, oui ou non, en qualité de communistes... Grande frayeur chez les disciples de Grün. Ils s'étaient réunis, dirent-ils, « pour le bien de l'humanité »... il faudrait leur dire d'abord *ce qu'était réellement* le communisme... Je leur donnai une définition extrêmement simple... et qui ne contenait par ailleurs rien qui pût donner lieu à des digressions...

Je donnai donc, des intentions des communistes, écrit Engels, la définition suivante : 1. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux des bourgeois ; 2. Atteindre cet objectif par la suppression de la propriété privée et son remplacement par la communauté des biens ; 3. N'admettre, pour réaliser ces intentions, d'autre moyen que la révolution démocratique et violente. (Lettre écrite un an et demi avant la révolution de 1848.)

A la fin de la discussion, la réunion adopta par 13 voix contre 2 partisans de Grün, la définition d'Engels. Près de 20 artisans-menuisiers suivaient ces réunions. C'est ainsi qu'il y a 67 ans, à Paris, furent jetées les fondations du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne.

Un an après, dans sa lettre du 24 novembre 1847, Engels informait Marx qu'il avait ébauché un projet du *Manifeste communiste*, se prononçant entre autres contre la forme de catéchisme qu'auparavant il s'était proposé de lui donner. « Je débute par la question, écrit Engels, qu'est-ce que le communisme ? Puis je passe immédiatement au prolétariat : origine, ce qui le différencie des anciens ouvriers, développement de l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie, crises, conclusions »... « Et enfin la politique du Parti communiste. »

Cette lettre historique d'Engels sur la première ébauche d'une œuvre qui a fait le tour du monde et qui, jusqu'à présent, est juste dans tout ce qu'elle a de plus essentiel, vivante et d'actualité comme si elle avait été écrite hier, montre nettement que l'on a raison de placer côte à côte les noms de Marx et d'Engels, comme ceux des fondateurs du socialisme contemporain. [L'article n'a pas été terminé. (N.R.)]

Fin 1913

DISCOURS PRONONCE LE 7 NOVEMBRE 1918 A L'INAUGURATION DU MONUMENT DE MARX ET ENGELS

Nous inaugurons ce monument aux chefs de la révolution ouvrière mondiale, Marx et Engels.

Des siècles durant, l'humanité a souffert et languit sous le joug d'une infime poignée d'exploiteurs qui sévissaient contre des millions de travailleurs. Mais si les exploiters de l'époque précédente — les seigneurs terriens — pillaient et opprimaient les paysans-serfs divisés, disséminés, incultes — les exploiters des temps modernes, les capitalistes se sont trouvés en présence du détachement avancé des masses opprimées : les ouvriers industriels des villes, des usines et fabriques. L'usine les a unis, la vie urbaine les a éclairés, la lutte gréviste commune et les actions révolutionnaires les ont aguerris.

Le grand mérite, d'une portée historique mondiale, de Marx et d'Engels, c'est qu'ils ont prouvé, par une analyse scientifique, la faillite inévitable du capitalisme et son passage au communisme où il n'y aura plus d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le grand mérite, d'une portée historique mondiale, de Marx et d'Engels, c'est qu'ils ont montré aux prolétaires de tous les pays leur rôle, leur tâche, leur mission, à savoir : se dresser les premiers à la lutte révolutionnaire contre le Capital, rassembler autour de soi, dans cette lutte, tous les travailleurs et *tous* les exploités.

Nous vivons un temps heureux où cette prévision des grands socialistes a commencé à se réaliser. Nous voyons dans un ensemble de pays se lever l'aurore de la révolution socialiste internationale du prolétariat. Les horreurs sans nom de la tuerie impérialiste des peuples provoquent partout l'essor héroïque des masses opprimées, décuplant leurs forces dans la lutte pour leur émancipation.

Puissent les monuments érigés à Marx et Engels rappeler encore et encore aux millions d'ouvriers et de paysans, que nous ne sommes pas seuls dans notre lutte. A côté de nous se lèvent les ouvriers des pays plus avancés. D'après batailles nous attendent encore, eux et nous. C'est dans la lutte commune que le joug du Capital sera brisé, que le socialisme sera définitivement conquis !

MARX ET LE « PARTAGE NOIR » AMERICAIN

Il a été fait allusion, dans le n° 12 de *Vpériod*, à une intervention sur la question agraire, faite par Marx contre Kriege. Ce n'était pas en 1848, comme le prétendait à tort l'article du camarade..., mais en 1846. Très jeune à l'époque, le collaborateur de Marx, Hermann Kriege, avait émigré en 1845 en Amérique et y avait fondé la revue *Volkstribun (le Tribun du peuple)* qui se consacrait à la propagande du communisme. Mais sa propagande fut telle que Marx se vit obligé de protester résolument, au nom des communistes allemands, contre Hermann Kriege qui compromettait le Parti communiste. La critique de la tendance Kriege, publiée en 1846 dans le *Westfälisches Dampfboot* et reproduite dans le tome II des Œuvres de Marx, édition Mehring, présente pour les social-démocrates russes d'aujourd'hui le plus grand intérêt.

Le fait est que le cours même du mouvement social en Amérique posait alors la question agraire au premier plan comme aujourd'hui en Russie ; et il s'agissait précisément non d'une société capitaliste développée, mais de la création des conditions premières, essentielles, d'un vrai développement du capitalisme. Cette dernière circonstance est d'une importance particulière pour établir un parallèle entre l'attitude de Marx à l'égard des idées américaines de « partage noir », et celle des social-démocrates russes à l'égard du mouvement paysan contemporain.

Kriege ne donnait, dans sa revue, aucune documentation pouvant servir à l'étude des particularités sociales concrètes du régime américain, pour mettre en lumière le vrai caractère du mouvement des réformateurs agrariens d'alors, qui aspiraient à supprimer la rente. Par contre (tout comme nos « socialistes-révolutionnaires »), Kriege revêtait la question relative à la révolution agraire de phrases pompeuses et grandiloquentes : « Tout pauvre, écrivait Kriege, devient sur-le-champ un membre utile de la société humaine, dès qu'on lui donne la possibilité d'agir de façon productive. Mais celle-ci lui est assurée à jamais dès que la société lui donne un morceau de terre sur lequel il peut se nourrir, lui et sa famille... Si cette gigantesque superficie de terre (les 1 400 millions d'acres de terres nationales de l'Amérique du Nord) est enlevée au commerce et assurée par lots restreints au Travail, il en sera fini d'un seul coup du paupérisme américain »... [Rappelez-vous le langage de la *Révoloutsionnaïa Rossia* à partir de son n° 8 sur le passage des terres du Capital au Travail, l'importance des terres de l'Etat en Russie, la jouissance égalitaire de la terre, l'idée bourgeoise de faire entrer les terres dans le trafic commercial, etc... Tout à fait comme Kriege !]

Ce à quoi Marx objecte : « On aurait pu s'attendre à la compréhension du fait qu'il n'est pas au pouvoir des législateurs d'arrêter, par décrets, le développement du régime patriarcal désiré par Kriege, en régime industriel, ou de rejeter les Etats industriels et commerciaux du littoral oriental dans la barbarie patriarcale. »

Nous voici donc en présence d'un véritable plan américain de partage noir : le retrait d'une masse de terres du trafic commercial, le droit à la terre, la limitation de la possession ou de la jouissance foncière. Et Marx formule de prime abord une sobre critique de l'utopisme, indique l'inévitable transformation du régime patriarcal en régime industriel, c'est-à-dire la nécessité de l'évolution capitaliste, pour parler un langage moderne. Mais ce serait une grande erreur de penser que les utopiques rêveries des participants du mouvement incitent Marx à adopter en général, vis-à-vis de ce dernier, une attitude négative. Il n'en est rien. Déjà, dès le début de sa carrière de publiciste, Marx savait dégager, du clinquant de ses oripeaux idéologiques, le contenu réel et progressif du mouvement. Dans la deuxième partie de sa critique intitulée : *l'Economie* (c'est-à-dire l'économie politique), du « *Tribun du peuple* » et son comportement à l'égard de la Jeune Amérique, Marx écrivait :

« Nous reconnaissons entièrement la légitimité historique du mouvement des nationaux-réformistes américains. Nous savons que ce mouvement poursuit un résultat qui favoriserait, il est vrai, pour le moment, l'industrialisme de la société bourgeoise moderne, mais qui, en tant que résultat d'un mouvement prolétarien, en qualité d'attentat à la propriété foncière en général, et tout spécialement dans les conditions où se trouve l'Amérique, doit nécessairement pousser au communisme grâce à ses propres conséquences. Kriege, qui a adhéré avec les communistes allemands de New York au mouvement contre la rente (*Anti-Rent-Bewegung*), revêt ce simple fait de ses phrases ronflantes..., sans aller jusqu'au fond du mouvement, prouvant par là qu'il ne voit pas du tout clair dans les rapports entre la jeune Amérique et les conditions sociales américaines...

Citons encore un exemple de la façon dont il répand son amour enthousiaste de l'humanité sur le parcellement de la propriété foncière à la mode des agrariens et à l'échelle américaine.

Dans le n° 10 du *Tribun du peuple*, on peut lire dans « Ce que nous voulons » : « Les nationaux-réformistes américains appellent la terre le patrimoine commun de tous les hommes... et exigent que le pouvoir législatif populaire prenne des mesures pour conserver les 1400 millions d'acres de terre qui ne sont pas encore tombés entre les mains des spéculateurs rapaces, comme patrimoine commun inaliénable de l'humanité tout entière. » Pour conserver à l'humanité tout entière ce « patrimoine commun », ce « bien commun inaliénable », il adopte le plan des nationaux-réformistes : « mettre à la disposition de chaque paysan, quel que soit son pays, 160 acres de terre américaine pour assurer sa subsistance », ou comme il le dit dans le n° 14, dans sa « Réponse à Konze » : « De cette propriété du peuple encore intacte, nul ne doit recevoir en possession plus de 160 acres, et encore à la condition de les cultiver lui-même ». Ainsi, pour que la terre reste un « patrimoine commun inaliénable », et avec cela, à « l'humanité tout entière », il faut se mettre immédiatement à la partager. Kriege s'imagine qu'il pourra empêcher par des lois, les inévitables conséquences de ce partage : concentration, progrès industriel, etc... 160 acres de terre sont pour lui une mesure constamment égale à elle-même, comme si la valeur d'une telle superficie ne variait pas selon la qualité. Les « paysans » devront échanger entre eux et avec les autres hommes, sinon leur terre, tout au moins ses produits. Or, si l'on en vient là, on verra bientôt l'un des « paysans » même sans capital, grâce à son labeur et à la productivité naturelle supérieure de ses 160 acres, réduire un autre à devenir son valet. Et puis, que ce soit la « terre » ou les produits de la terre qui « tombent entre les mains des spéculateurs rapaces », n'est-ce pas la même chose ? Examinons sérieusement le cadeau de Kriege à l'humanité. 1 400 millions d'acres doivent être conservés « comme patrimoine commun inaliénable de l'humanité tout entière ». C'est-à-dire qu'il en revient 160 à chaque paysan. Nous pouvons donc calculer l'ampleur de « l'humanité tout entière » de Kriege — exactement 8.750.000 « paysans » soit, à 5 bouches par famille, une masse totale de 43 750 000 êtres humains. Nous pouvons pareillement calculer combien durera la « perpétuité » pendant laquelle « le prolétariat en sa qualité de représentant de l'humanité pourra revendiquer toute la terre », du moins aux Etats-Unis. Si la population des Etats-Unis continue à s'accroître dans la même mesure que jusqu'ici, c'est-à-dire à doubler en 25 ans, cette « perpétuité » ne durera pas 40 années entières, dans ce laps de temps, ces 1 400 millions d'acres seront occupés et il ne restera plus rien à « revendiquer » aux générations suivantes. Mais comme la répartition gratuite du sol augmentera grandement l'immigration, la « perpétuité » de Kriege pourrait prendre fin déjà plus tôt, surtout si l'on tient compte qu'une quantité de terre pour 44 millions d'hommes ne serait point, même au paupérisme européen actuel, un déversoir suffisant, car il y a un indigent sur 10 habitants en Europe, et les seules îles Britanniques en fournissent 7 millions. Nous trouvons la même naïveté économique dans le n° 13, dans l'article intitulé « Aux femmes », où Kriege dit que si la ville de New York donnait gratuitement ses 52 000 acres de Long-Island, cela suffirait pour délivrer à jamais « d'un seul coup » New York de tout le paupérisme, la misère et les crimes.

Si Kriege avait conçu le mouvement d'affranchissement de la terre comme la première forme indispensable dans certaines conditions du mouvement prolétarien, comme un mouvement qui, par suite des conditions d'existence de la classe dont il émane, doit nécessairement se développer en un mouvement communiste ; s'il avait montré comment les tendances communistes devaient nécessairement se manifester à l'origine en Amérique sous cette forme agraire apparemment en contradiction complète avec le communisme, il n'y aurait rien eu à objecter à cela.

Mais voilà que Kriege proclame une forme de mouvement, d'ailleurs secondaire, d'hommes réels déterminés comme la cause de l'humanité en général, il l'érigé... en fin dernière et suprême de tout mouvement en général, faisant ainsi des buts déterminés du mouvement une pure absurdité qui dépasse toutes les bornes. Cependant, il continue avec un calme imperturbable, dans le même article du n° 10, son chant triomphal. « Ainsi s'accompliraient enfin les vieux rêves des Européens ; un domaine leur serait préparé de ce côté de l'Océan qu'ils n'auraient plus qu'à occuper et à faire fructifier par le labeur de leurs mains pour pouvoir jeter à la face de tous les tyrans du monde cette fière déclaration : ceci est *ma* chaumière que vous n'avez point bâtie, ceci est mon foyer dont vous enviez l'ardente chaleur. »

Il aurait pu ajouter : Ceci est *mon* tas de fumier, produit par moi, ma femme et mes enfants, mon valet de ferme et mes bêtes. Mais quels sont donc les Européens dont les « rêves » trouveraient là leur accomplissement ? Non pas les ouvriers communistes, mais bien des boutiquiers et des artisans faillis, ou des paysans ruinés aspirant au bonheur de redevenir en Amérique des petits bourgeois et des paysans. Et quelle sorte de « désir » ces

1 400 millions d'acres permettraient-ils de réaliser ? Nul autre que celui de faire de tous les hommes des propriétaires privés, désir qui est aussi réalisable et aussi communiste que celui de faire de tous les hommes des empereurs, des rois et des papes. »

La critique de Marx est pleine de venin et de sarcasme.

Il flagelle Kriege pour les traits que nous observons précisément maintenant chez nos « socialistes-révolutionnaires » : règne de la phrase, utopies petites-bourgeoises, déguisées en utopisme révolutionnaire extrême, incompréhension des principes réels du régime économique moderne et de son évolution. C'est avec une perspicacité remarquable que Marx, qui n'était alors qu'un *futur* économiste, montre le rôle de l'échange et de l'économie marchande. Si ce n'est pas la terre, dit-il, ce sont les produits de la terre que les paysans échangeront, et cela dit tout ! Toute cette façon de poser la question s'applique, dans une large mesure, au mouvement paysan russe et à ses idéologues « socialistes » petits-bourgeois.

Mais Marx est en même temps fort éloigné de la « négation » pure et simple de ce mouvement petit-bourgeois, de l'ignorer en doctrinaire craignant, comme la plupart des exégètes, de se salir les mains au contact de la démocratie révolutionnaire petite-bourgeoise. Tout en raillant sans pitié l'ineptie du déguisement idéologique du mouvement, Marx s'efforce d'en définir sobrement, en matérialiste, son contenu historique *réel* et les conséquences nécessaires qui doivent intervenir en raison des conditions objectives, indépendamment de la volonté et de la conscience, des rêves et des théories de tels ou tels. Aussi Marx, loin de blâmer, approuve-t-il pleinement les communistes d'appuyer ce mouvement. Se plaçant au point de vue dialectique, c'est-à-dire considérant le mouvement sous tous ses aspects, tenant compte du passé et de l'avenir, Marx discerne ce que l'attaque contre la propriété foncière a de révolutionnaire et reconnaît, dans le mouvement petit-bourgeois, une forme primitive, originale, du mouvement prolétarien communiste. Ce que vous rêvez d'obtenir par ce mouvement, dit Marx de Kriege, vous ne l'obtiendrez pas : au lieu de la fraternité, ce serait un particularisme petit-bourgeois ; au lieu de l'inaliénabilité des lots paysans, l'entrée des terres dans la circulation commerciale ; au lieu du coup à porter aux mercantis-spoïia-teurs, une extension de la base du développement capitaliste. Mais le mal capitaliste que vous croyez vainement pouvoir éviter est historiquement un bien, car il hâtera énormément l'évolution sociale et rapprochera de beaucoup les formes nouvelles, supérieures, du mouvement communiste. Le coup porté à la propriété foncière facilitera, ultérieurement, les inévitables attaques contre la propriété en général ; l'action révolutionnaire d'une classe inférieure pour une réforme tendant à un bien-être provisoire restreint — pas pour tous, loin de là ! — facilitera l'inévitable action révolutionnaire de la classe la plus assujettie pour une réforme qui, cette fois, garantira effectivement à tous les travailleurs un bonheur humain complet.

Pour nous, social-démocrates russes, l'attitude de Marx envers Kriege doit nous servir d'exemple. Le caractère vraiment petit-bourgeois du mouvement paysan actuel en Russie ne fait pas de doute ; nous devons l'expliquer par tous les moyens et combattre sans merci, inflexiblement, toutes les illusions des « socialistes-révolutionnaires » ou des socialistes primitifs de toute espèce, à ce sujet. L'organisation particulière d'un parti indépendant du prolétariat, tendant à travers tous les bouleversements démocratiques à une complète révolution socialiste, doit être le but permanent que nous ne devons perdre de vue à aucun moment. Mais se détourner pour cette raison du mouvement paysan, ce serait faire preuve d'un philistinisme et d'un pédantisme incurables. Non, le caractère révolutionnaire-démocratique de ce mouvement est hors de doute et nous devons à tout prix l'appuyer, le développer, le rendre conscient au point de vue politique et préciser son esprit de classe, le pousser en avant, marcher avec lui la main dans la main jusqu'au bout, car nous allons beaucoup plus loin que la fin de n'importe quel mouvement paysan, nous allons vers la disparition complète de toute division de la société en classes.

Nous doutons qu'il y ait au monde un autre pays où les paysans opprimés et abreuvés d'outrages aient à souffrir autant qu'en Russie. Plus l'oppression fut sombre, et plus le réveil des paysans sera maintenant puissant, plus irrésistible sera leur poussée révolutionnaire. Le devoir du prolétariat révolutionnaire conscient est de la soutenir de toutes ses forces, afin qu'elle ne laisse pas pierre sur pierre de la vieille Russie maudite, qui est celle de l'autocratie et du servage, afin qu'elle donne naissance à une nouvelle génération d'hommes libres et hardis, afin qu'elle crée un nouveau pays républicain, où notre action prolétarienne pour le socialisme pourrait se déployer en toute liberté.

Avril 1905

LA GUERRE DES PARTISANS

La question des actions de partisans intéresse fortement notre Parti et la masse ouvrière. Nous avons déjà abordé à maintes reprises cette question, mais en passant, et nous avons maintenant l'intention d'en venir, comme nous l'avons promis, à un exposé plus complet de nos vues sur ce sujet.

I

Commençons par le commencement. Quelles exigences essentielles doit formuler tout marxiste à l'égard de la question des formes de lutte ? Premièrement, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de lutte unique et déterminée. Il admet les formes de lutte les plus variées, et il ne les « invente » pas : il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme exige que l'on considère attentivement la lutte de *masse* en cours, qui, à mesure que se développe le mouvement, que progresse la conscience des masses et que s'aggravent les crises économiques et politiques, engendre sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera *inévitablement* l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, *s'instruit*, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre *enseigner* aux masses des formes de lutte que les « faiseurs de systèmes » imaginent au fond de leur cabinet de travail. Nous savons — disait par exemple Kautsky, examinant les formes de la révolution sociale — que la crise à venir nous apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne pouvons prévoir actuellement.

En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect *historique*. Poser cette question en dehors des circonstances historiques concrètes, c'est ignorer l'abc du matérialisme dialectique. Aux différents moments de l'évolution économique, en fonction des différentes conditions politiques, nationales culturelles, d'existence, etc., des formes de lutte se placent au premier plan pour devenir les principales ; par suite, les formes de lutte secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non à propos d'un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement en question, au degré de développement qu'il a atteint, ce serait quitter complètement le terrain marxiste.

Tels sont les deux principes théoriques essentiels qui doivent nous guider. L'histoire du marxisme en Europe occidentale nous fournit une multitude d'exemples à l'appui de ce qui a été dit plus haut. La social-démocratie européenne considère actuellement le parlementarisme et le mouvement syndical comme les principales formes de lutte ; jadis, elle reconnaissait l'insurrection et elle est parfaitement disposée à la reconnaître encore à l'avenir dans une conjoncture modifiée, — contrairement à ce que pensent les bourgeois libéraux, dans le genre des cadets russes et des « Bezzaglavtsy »². La social-démocratie a rejeté, entre 1870 et 1880, la grève générale comme panacée sociale, comme moyen de renverser d'emblée la bourgeoisie par une autre voie que celle de la lutte politique ; mais la social-démocratie admet parfaitement la grève politique de masse (surtout après l'expérience faite en Russie, en 1905), comme un des moyens de lutte indispensable dans *certaines* conditions. La social-démocratie admettait les combats de barricades dans les rues en 1840-1850 ; elle rejetait ce moyen, en raison de circonstances déterminées, à la fin du XIX^e siècle ; elle se déclara toute prête à réviser ce dernier jugement et à admettre l'utilité des combats de barricades, après l'expérience de Moscou qui, selon le mot de K. Kautsky, créa une nouvelle tactique de barricades.

II

Les principes généraux du marxisme sur ce sujet étant posés, passons à la révolution russe. Rappelons-nous l'évolution historique des formes de lutte qu'elle a suggérées. Au début, grèves économiques d'ouvriers (1896-1900) ; ensuite, manifestations politiques d'ouvriers et d'étudiants (1901-1902) ; révoltes paysannes (1902) ; premières grèves politiques de masse, diversement combinées avec des manifestations (Rostov 1902, grèves de l'été 1903 et du 22 (9) janvier 1905) ; grève politique générale,

avec combats de barricades en certains endroits (octobre 1905) ; lutte de barricades généralisée et insurrection armée (décembre 1905) ; lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906) ; mutineries partielles dans l'armée (juin 1905-juillet 1906) ; soulèvements partiels de paysans (automne 1905-automne 1906).

Telle est la situation à l'automne 1906, du point de vue des formes de lutte en général. La forme de lutte-« réponse » de l'autocratie, ce sont les pogroms qu'organisent les Cent-Noirs, depuis celui de Kichinev, au printemps de 1903, jusqu'à celui de Siedlce, en automne 1906. Pendant toute cette période, l'organisation par les Cent-Noirs des pogroms et des massacres de Juifs, d'étudiants, de révolutionnaires, d'ouvriers conscients progresse continuellement, se perfectionne, associant les violences d'une populace soudoyée aux violences des troupes armées réactionnaires, allant jusqu'à l'emploi de l'artillerie dans les villages et les villes et se confondant avec des expéditions punitives, des trains de répression, etc.

Tel est le fond principal du tableau. Sur ce fond, se dessine — certainement comme quelque chose de particulier, de secondaire, d'accessoire — le phénomène à l'étude et à l'appréciation duquel est consacré le présent article. Quel est ce phénomène ? Quelles en sont les formes ? Les causes ? Quand a-t-il surgi et jusqu'à quel point s'est-il répandu ? Quelle est sa portée dans la marche générale de la révolution ? Quels sont ses rapports avec la lutte de la classe ouvrière, organisée et dirigée par la social-démocratie ? Telles sont les questions que nous devons maintenant aborder après avoir tracé le fond du tableau.

Le phénomène qui nous intéresse, c'est la lutte *armée*. Elle est menée par des individus et par de petits groupes d'individus. Partiellement, ils appartiennent à des organisations révolutionnaires ; partiellement (et, dans certaines localités de la Russie, en *majeure* partie) ils n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire. La lutte armée poursuit deux buts *différents*, qu'il est indispensable de distinguer *rigoureusement* ; d'abord, cette lutte a pour objet la mise à mort de personnes isolées : chefs et subalternes de la police et de l'armée ; ensuite, de confisquer des fonds appartenant tant au gouvernement qu'à des particuliers. Les fonds confisqués sont employés partiellement aux besoins du parti, partiellement à des achats d'armes et à des préparatifs d'insurrection, partiellement à l'entretien de militants qui mènent la lutte en question. Les grosses expropriations (celle du Caucase qui rapporta plus de 200 000 roubles, celle de Moscou, 875 000 roubles), ont servi en premier lieu aux besoins des partis révolutionnaires ; les petites expropriations servent surtout, et parfois uniquement, à l'entretien des « expropriateurs ». C'est un fait que cette forme de lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est-à-dire après l'insurrection de décembre. La crise politique aggravée au point de devenir un conflit armé, et, surtout, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont provoqué la lutte en question. Cette forme de lutte sociale a été adoptée de préférence, et même *exclusivement*, par les éléments déclassés de la population, lumpen-prolétariat et groupes anarchistes. Comme forme de lutte « responsive » de la part de l'autocratie, il convient de citer la loi martiale, la mobilisation de nouvelles troupes, les pogroms des Cent-Noirs (Siedlce), les cours martiales.

III

Habituellement, l'appréciation de cette lutte se résume à ceci : c'est de l'anarchisme, du blanquisme, un retour au terrorisme ; ce sont des actes d'individus détachés des masses, qui démoralisent les ouvriers, détournent de ceux-ci les sympathies des larges couches de la population, désorganisent le mouvement et nuisent à la révolution. On trouve facilement, dans les événements que relatent chaque jour les journaux, des exemples qui confirment cette appréciation.

Mais ces exemples sont-ils probants ? Pour le vérifier, considérons une région où la forme de lutte envisagée est *le plus* répandue : le Territoire letton. Voici les plaintes que formule, au sujet de l'activité de la social-démocratie lettonne, le journal *Novoïé Vremia* du 22 (9) et du 25 (12) septembre. Le Parti ouvrier social-démocrate letton (portion du P.O.S.D.R.) publie son journal régulièrement à 30 000 exemplaires. Dans la partie officielle, il donne les listes d'espions que tout honnête homme a le devoir d'exécuter. Ceux qui collaborent avec la police sont déclarés « adversaires de la révolution » et passibles d'exécution ; en outre, ils répondent aussi de tous leurs biens. On invite la population à ne verser l'argent destiné au Parti social-démocrate que contre un reçu portant le cachet de l'organisation.

Dans le dernier compte rendu du Parti, sur 48 000 roubles de recettes pour l'année, figurent 5 600 roubles versés par la section de Libau, pour des achats d'armes ; cette somme a été réalisée par voie d'expropriation. Le *Novoié Vrémia* fulmine, on le conçoit, contre cette « législation révolutionnaire », ce « gouvernement redoutable ».

Personne n'oserait qualifier d'anarchisme, de blan-quisme, de terrorisme cette activité des social-démocrates lettons. Et pourquoi ? Parce qu'ici on voit *clairement* le rapport entre cette nouvelle forme de lutte et l'insurrection, celle qui a eu lieu en décembre comme celle qui se prépare de nouveau. Pour l'ensemble de la Russie, ce rapport n'est pas aussi évident, mais il existe. On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte « de partisans » précisément depuis décembre et son rapport avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais politique. L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs ; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par des chômeurs. Le blanquisme et l'anarchisme se présentent vite à l'idée de ceux qui ont un penchant pour les clichés ; mais devant une situation insurrectionnelle aussi évidente qu'elle l'est en Lettonie, l'impropriété de ces épithètes courantes saute aux yeux.

D'après l'exemple des Lettons, on voit fort bien à quel point est fautive, dénuée de valeur scientifique, de sens historique, cette analyse, si habituelle chez nous, de la guerre de partisans, envisagée en dehors de la situation insurrectionnelle. Or, il faut compter avec cette situation, songer aux particularités d'une période intermédiaire entre les actes importants de l'insurrection ; il faut comprendre quelles formes de lutte naissent inévitablement en pareille situation, et ne pas se contenter d'un vocabulaire tout fait, également en usage chez les cadets comme chez les gens du *Novoié Vrémia* : anarchisme, pillage, méfaits d'éléments déclassés !

On nous dit que les actes de partisans désorganisent notre travail. Appliquons ce raisonnement à la situation qui a suivi décembre 1905, à l'époque des pogroms organisés par les Cent-Noirs et de la loi martiale. Qu'est-ce qui désorganise le plus le mouvement à une *pareille* époque : le défaut de résistance ou bien une lutte organisée des partisans ? Comparez la Russie centrale aux provinces-frontières de l'ouest, la Pologne et le Territoire letton. Sans aucun doute, la guerre de partisans est beaucoup plus répandue et plus développée dans l'ouest. Il est également hors de doute que le mouvement révolutionnaire en général et le mouvement social-démocrate en particulier sont *plus désorganisés* dans la Russie centrale que dans ses provinces-frontières de l'ouest. Loin de nous, certes, l'idée d'en conclure que le mouvement social-démocrate, en Pologne et en Lettonie, est moins désorganisé *grâce* à la guerre de partisans. Non point. Il faut en conclure seulement que la guerre de partisans n'est pour rien dans la désorganisation du mouvement ouvrier social-démocrate de Russie, en 1906.

Assez souvent, on invoque le caractère particulier des conditions nationales. Mais cette allégation trahit surtout la faiblesse de l'argumentation courante. S'il s'agit en effet de particularités nationales, alors l'anarchisme, le blan-quisme, le terrorisme, vices communs à l'ensemble de la Russie, et même plus spécialement aux provinces russes, n'y sont pour rien ; il s'agit donc d'autre chose. Examinez cette autre chose d'une façon *concrète*, messieurs ! Vous verrez alors que l'oppression nationale ou bien les antagonismes de nationalités n'expliquent rien, car ils ont toujours existé dans les provinces de l'ouest, tandis que la lutte de partisans n'a fait son apparition que dans la période historique présente. Il y a beaucoup de régions où l'oppression et les antagonismes nationaux existent, sans qu'on y constate de lutte de partisans ; et celle-ci se développe parfois dans des endroits où l'on ne saurait parler d'oppression nationale. L'analyse concrète de la question montrera qu'il s'agit ici non pas d'oppression nationale, mais des conditions de l'insurrection. La lutte de partisans est une forme inévitable de lutte à une époque où le mouvement des masses aboutit effectivement à l'insurrection, et qu'il se produit des intervalles plus ou moins considérables entre les « grandes batailles » de la guerre civile.

Ce qui désorganise le mouvement, ce n'est pas l'action des partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable de *prendre en main* ces opérations. C'est pourquoi l'ana-thème que l'on jette d'ordinaire, chez nous, les Russes, contre l'action des partisans, coïncide avec des opérations partisanses, mais clandestines, accidentelles, mal agencées, qui effectivement désorganisent le Parti. Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les défaillances. Mais la lutte n'en continue pas moins.

Elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques. Il ne dépend pas de nous de supprimer ces facteurs ni de supprimer cette lutte. Lorsque nous nous plaignons de la guerre de partisans, nous nous plaignons de la faiblesse de notre Parti dans l'œuvre insurrectionnelle.

Ce que nous avons dit de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation. Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le *manque d'organisation*, le caractère désordonné, « sans parti », des actes de partisans. Et à cette démoralisation *absolument incontestable* nous n'échapperons nullement en blâmant et en maudissant l'action partisane ; car ces blâmes et ces malédictions sont absolument impuissants à arrêter un phénomène provoqué par des causes profondes, d'ordre économique et politique. On objectera : si nous sommes incapables d'arrêter un phénomène anormal et démoralisant, ce n'est pas une raison pour que le *Parti* adopte des moyens de lutte anormaux et démoralisants. Mais pareille objection serait celle d'un libéral bourgeois et non d'un marxiste ; car un marxiste ne peut considérer *d'une façon générale* comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes. Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises économiques et politiques aiguës, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties du peuple. En de telles périodes, le marxiste a *l'obligation* de se placer au point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme. A une époque de guerre civile, le parti idéal du prolétariat est un *parti combattant*. C'est absolument incontestable. Nous admettons parfaitement que, du point de vue de la guerre civile, on puisse et on parvienne à démontrer que telle ou telle forme de guerre civile, à tel ou tel moment, *est inopportune*. Nous admettons parfaitement qu'on critique diverses formes de guerre civile, du point de vue de leur *opportunité militaire*, et nous sommes absolument d'accord pour reconnaître qu'en *pareille* question la voix décisive appartient aux praticiens de la social-démocratie dans chaque région distincte. Mais au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de phrases rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, et qu'on ne vienne pas agiter devant nous l'épouvantail de certains procédés absurdes appliqués, dans la guerre de partisans, par telle ou telle organisation du P.P.S. à tel ou tel moment, quand il s'agit de décider si, d'une façon générale, les social-démocrates doivent participer à cette guerre de partisans.

L'argument selon lequel la guerre de partisans désorganise le mouvement, doit être examiné avec esprit de critique. *Toute* nouvelle forme de lutte, impliquant de nouveaux dangers et de nouvelles victimes, « désorganise » forcément les organisations qui n'y sont pas préparées. Nos anciens cercles de propagandistes ont été désorganisés lorsqu'on est passé à l'agitation. Nos comités ont été désorganisés lorsque, par la suite, on en est venu aux manifestations. Toute opération militaire, dans n'importe quelle guerre, est cause d'une certaine désorganisation dans les rangs des combattants. Il ne faut pas en conclure qu'on ne doit pas combattre. Il faut seulement en conclure que l'on doit *apprendre* à combattre. Voilà tout.

Lorsque je vois des social-démocrates qui, fièrement, avec suffisance, déclarent : nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, ni des pillards, nous sommes au-dessus de cela, nous rejetons la guerre de partisans, je me demande si ces gens-là comprennent ce qu'ils disent.

Dans toute l'étendue du pays, des escarmouches et des combats ont lieu entre un gouvernement de Cent-Noirs et la population. Ce phénomène est absolument inévitable au degré donné du développement de la révolution. Spontanément, sans organisation — et précisément à cause de cela, bien souvent avec maladresse, d'une manière *défectueuse* — la population y réagit par des escarmouches et des attaques à main armée. Je comprends que, par suite de la faiblesse et du manque de préparation de notre organisation, nous puissions renoncer, dans telle région, à un moment donné, à assurer à *cette* lutte spontanée, la direction du Parti. Je comprends que cette question doit être résolue sur place, par les militants, et qu'il n'est pas facile de rééduquer des organisations faibles et non préparées. Mais lorsque je vois un théoricien ou un publiciste de la social-démocratie qui, au lieu de s'attrister en considérant ce manque de préparation, répète avec une satisfaction outrecuidante et l'infatuation d'un Narcisse, des phrases apprises par cœur dans sa jeunesse sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, je souffre de voir ainsi ravalée la doctrine la plus révolutionnaire du monde.

On nous dit : la guerre de partisans rapproche des déclassés, des ivrognes, le prolétariat conscient. C'est vrai. Mais, de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être en fonction des moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette *dernière* condition n'est pas remplie, *tous* les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent. Les grèves, abandonnées au cours spontané des événements, dégénèrent en « *Alliances* » [En français dans le texte. (N.R.)], — en accords des ouvriers avec les patrons *contre* les consommateurs. Le Parlement devient un lupanar, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des « libertés publiques », du « libéralisme », de la « démocratie », du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes. La presse dégénère en proxénète, accessible à tous, en instrument de corruption des masses, elle flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc., etc. La social-démocratie ne possède pas de moyens universels de lutte capables de séparer par une muraille de Chine le prolétariat des couches placées quelque peu au-dessus ou au-dessous de lui. La social-démocratie emploie, selon les époques, des moyens différents, en subordonnant *toujours* leur application à des idées et des méthodes d'organisation *rigoureusement* déterminées.

[On accuse souvent les social-démocrates bolcheviks d'adopter une attitude inconsidérée et partielle à l'égard des actes de partisans. Aussi n'est-il pas superflu de rappeler que dans le projet de résolution sur l'action des partisans (n° 2 des *Partiinyyé Izvestia* et rapport de Lénine sur le Congrès. N.R.), *ceux* des bolcheviks qui la défendent ont déclaré la reconnaître aux conditions suivantes : les expropriations des biens privés étaient complètement interdites ; les expropriations des biens de la trésorerie n'étaient pas recommandées mais simplement *tolérées* sous condition du *contrôle du Parti* et de l'affectation de ces ressources *aux besoins de l'insurrection*. Les actes de partisans sous forme d'actes terroristes *étaient recommandés* contre les fauteurs de violences au pouvoir et contre les Cent-Noirs *actifs*, mais à condition : 1) de compter avec l'état d'esprit des larges masses ; 2) de prendre en considération les conditions du mouvement ouvrier local ; 3) de prendre soin que les forces du prolétariat ne soient pas gaspillées en vain. *La seule chose* qui distingue pratiquement ce projet de la résolution adoptée au Congrès d'unification, c'est que celle-ci n'admet pas les expropriations des biens de la trésorerie.]

IV

Les formes de lutte dans la révolution russe sont d'une extraordinaire diversité, quand on les compare à celles qui ont été mises en oeuvre par les révolutions bourgeoises en Europe. Kautsky l'avait partiellement prédit en 1902, lorsqu'il affirmait que la révolution future (il ajoutait : à l'exception *peut-être* de la Russie) serait moins une lutte du peuple contre le gouvernement qu'une lutte entre deux parties du peuple. En Russie, le développement de cette *deuxième* forme de lutte est sans aucun doute plus étendu que dans les révolutions bourgeoises d'Occident. Les ennemis de notre révolution parmi le peuple sont peu nombreux, mais ils s'organisent de plus en plus à mesure que la lutte s'aggrave, et ils obtiennent l'appui des couches réactionnaires de la bourgeoisie. Par conséquent, il est parfaitement naturel et inévitable qu'à une *pareille* époque, à l'époque des grèves politiques générales, *l'insurrection* ne puisse revêtir l'ancienne forme d'actes isolés, limités à un très court espace de temps et à une très petite étendue de territoire. Il est parfaitement naturel et inévitable que l'insurrection acquière les formes plus hautes et plus complexes d'une guerre civile prolongée, englobant tout le pays, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties du peuple. On ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches. Du moment qu'il en est ainsi — et il en est certainement ainsi — la social-démocratie doit absolument s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, et, autant que possible, dans ces escarmouches. La social-démocratie, à une époque où la lutte de classes s'est aggravée jusqu'à la guerre civile, doit se donner pour tâche, non seulement de participer à *cette guerre civile*, mais d'y jouer un rôle dirigeant. La social-démocratie doit éduquer et préparer ses organisations afin qu'elles s'affirment effectivement *partie belligérante* qui ne néglige aucune occasion de faire subir des pertes à l'ennemi.

C'est une tâche difficile, bien entendu. On ne peut s'en acquitter d'emblée. De même que, au cours de la guerre civile, tout le peuple refait son éducation et s'instruit dans la lutte, de même nos organisations doivent être édu-quées, remaniées en tenant compte de l'expérience, pour les mettre à la hauteur de cette tâche.

Nous n'avons pas la moindre prétention d'imposer aux militants une forme de lutte de notre cru, ni même de résoudre, dans notre cabinet de travail, la question du rôle de telle ou telle forme de la guerre de partisans dans la marche générale de la guerre civile en Russie. Loin de nous la pensée de voir, dans une appréciation concrète de telles ou telles actions de partisans, un problème *d'orientation* pour la social-démocratie. Mais notre tâche consiste, selon nous, à contribuer dans la mesure de nos forces, à une juste appréciation *théorique* des nouvelles formes de lutte imposées par la vie ; comme aussi à combattre implacablement les formules toutes faites et les préjugés qui empêchent les ouvriers conscients de poser correctement ce nouveau et difficile problème, de trouver les moyens convenables pour le résoudre.

Septembre 1906

PREFACE A LA TRADUCTION RUSSE DES LETTRES DE K. MARX A L. KUGELMANN

En publiant en brochure le recueil complet des lettres de Marx à Kugelmann, parues dans l'hebdomadaire social-démocrate allemand *Neue Zeit*, nous nous sommes proposé de mieux faire connaître au public russe Marx et le marxisme. Comme il fallait s'y attendre, les affaires personnelles prennent une très large place dans la correspondance de Marx. Pour un biographe, c'est là une documentation de la plus haute valeur. Mais pour le grand public en général, et pour la classe ouvrière de Russie en particulier, les passages de cette correspondance qui donnent une documentation théorique et politique sont infiniment plus importants. Chez nous précisément, à l'époque révolutionnaire que nous traversons, il est particulièrement instructif d'approfondir de la façon la plus attentive cette documentation ; elle nous montre, en effet, comment Marx réagit directement à tous les problèmes du mouvement ouvrier et de la politique mondiale. La rédaction de la *Neue Zeit* dit avec raison que « la connaissance des hommes dont la pensée et la volonté se sont formées au cours des grands bouleversements sociaux, nous élève ». Pour un socialiste russe, en 1907, il est doublement indispensable d'acquérir une telle connaissance, car elle fournit une masse d'indications très précieuses sur les tâches immédiates des socialistes dans toutes les révolutions que traverse son pays. La Russie passe justement par un de ces « grands bouleversements ». La politique de Marx dans les années 60 relativement orageuses, doit très souvent servir de modèle direct pour la politique du social-démocrate dans la révolution russe contemporaine. Aussi nous permettrons-nous de ne souligner que très brièvement les passages les plus importants au point de vue théorique de la correspondance de Marx et de nous arrêter plus longuement sur sa politique révolutionnaire de représentant du prolétariat.

La lettre du 11 juillet 1868 (page 42 et suivantes), présente un intérêt tout particulier pour l'intelligence plus complète et plus profonde du marxisme. Marx y expose très nettement, sous forme de remarques polémiques dirigées contre les économistes vulgaires, sa conception de ce qu'on appelle la théorie de la valeur du « travail ». Ce sont précisément les objections à la théorie de la valeur de Marx qui viennent le plus naturellement à l'esprit des lecteurs les moins avertis du *Capital* et qui sont, pour cette raison, reprises avec le plus de zèle par de médiocres représentants de la « science universitaire » bourgeoise, ce sont ces objections qui sont analysées ici par Marx, brièvement, simplement, avec une remarquable clarté. Marx montre ici quel chemin il a suivi et quel chemin il faut suivre pour parvenir à expliquer la loi de la valeur. Il nous enseigne sa *méthode* en utilisant les objections les plus ordinaires. Il explique la relation qu'il y a entre une question purement théorique et abstraite (en apparence) comme la théorie de la valeur et les « intérêts des classes dominantes » qui exigent la « *perpétuation de la confusion* ». Il reste à souhaiter que tous ceux qui commencent à étudier Marx et à lire *le Capital*, lisent et relisent la lettre que nous indiquons, tout en étudiant les premiers chapitres, les plus ardues, du *Capital*.

D'autres passages, particulièrement intéressants au point de vue théorique, sont ceux où Marx donne son appréciation sur divers écrivains. En lisant ces lignes alertes et passionnées, où se révèle l'intérêt brûlant que portait Marx à tous les grands courants d'idées et à leur analyse, on croit entendre la parole même du génial penseur. Outre certaines appréciations jetées en passant sur Dietzgen, les jugements de Marx sur les proudhoniens (p. 17) méritent l'attention particulière des lecteurs. La « brillante » jeunesse intellectuelle bourgeoise qui, dans les périodes d'essor du mouvement social, se jette « vers le prolétariat » sans pouvoir se pénétrer des conceptions de la classe ouvrière et travailler sérieusement, avec persévérance, « dans le rang » des organisations prolétariennes, est dessinée ici en quelques traits d'une netteté saisissante.

A la page 35, on trouvera un jugement sur Dühring qui anticipe, pourrait-on dire, sur le fameux livre qu'Engels devait écrire, neuf ans plus tard (en collaboration avec Marx) : *l'Anti-Dühring*. Il existe de ce livre une traduction russe faite par Zederbaum, mais qui, malheureusement, comporte des lacunes, des erreurs, bref est franchement mauvaise. On y verra aussi une appréciation sur Thünen, appréciation qui touche également la théorie de la rente de Ricardo. Dès 1868, Marx condamnait résolument les « erreurs de Ricardo », qu'il réfuta définitivement dans le livre III du *Capital*, paru en 1894, erreurs que répètent jusqu'à ce jour les révisionnistes, à commencer par notre ultra-bourgeois et même « ultra-réactionnaire » M. Boulgakov, pour finir par le « presque orthodoxe » Maslov.

Son jugement sur Büchner est également intéressant : il y caractérise le matérialisme vulgaire et le « bavardage superficiel » emprunté à Lange (source habituelle de la philosophie « universitaire » bourgeoise !) (page 48).

Venons-en à la politique révolutionnaire de Marx. En Russie, la conception petite-bourgeoise du marxisme est extrêmement répandue parmi les social-démocrates, selon laquelle la période révolutionnaire, avec ses formes particulières de lutte et les tâches spéciales du prolétariat, est une quasi-anomalie, tandis que le « régime constitutionnel » et l'« extrême opposition » sont la règle. Dans aucun pays du monde il n'y a actuellement une crise révolutionnaire aussi profonde qu'en Russie, et dans aucun pays il n'y a de « marxistes » (avilissant et banalisant le marxisme) qui traitent la révolution en sceptiques, en philistins, comme ceux d'ici. Du fait que la révolution est bourgeoise, on conclut patement, chez nous, que la bourgeoisie est le *moteur* de la révolution ; que le prolétariat n'a que des tâches secondaires, subordonnées, dans cette révolution, qu'il lui est impossible de la diriger !

Comme Marx, dans ses lettres à Kugelmann, dénonce la platitude de cette conception du marxisme ! Voici une lettre du 6 avril 1866. Marx, à cette époque, avait terminé son œuvre principale. Quatorze ans auparavant, il avait porté un jugement définitif sur la révolution allemande de 1848. Il avait désavoué lui-même en 1850 ses illusions socialistes de 1848 sur une révolution socialiste imminente. Et, en 1866, alors qu'il commence seulement à observer l'approche de nouvelles crises politiques, il écrit :

« Nos philistins (il s'agit des bourgeois libéraux allemands) vont-ils enfin comprendre qu'à moins d'une révolution qui éliminera les Habsbourg et les Hohenzollern... on en arrivera à une nouvelle guerre de Trente ans ? » (pages 13-14).

Pas l'ombre d'illusion que la prochaine révolution (laquelle est venue d'en haut et non d'en bas comme s'y attendait Marx) supprimera la bourgeoisie et le capitalisme. Marx constate de la façon la plus claire, la plus nette, que cette révolution supprimera seulement les monarchies prussienne et autrichienne. Et quelle foi dans cette révolution bourgeoise ! Quelle passion révolutionnaire de combattant prolétarien qui comprend le rôle immense de la révolution bourgeoise pour la marche en avant du socialisme !

Trois ans après, constatant, à la veille de l'effondrement du second Empire français, un mouvement social « très intéressant », Marx parle *avec un véritable enthousiasme* du fait que les « Parisiens se remettent bel et bien à étudier leur passé révolutionnaire récent pour se préparer à la nouvelle lutte révolutionnaire qui se rapproche ». Et après avoir décrit la lutte des classes telle qu'elle est révélée par cette analyse du passé, Marx conclut (page 56) : « C'est ainsi que bout le chaudron de sorcière de l'histoire ! Quand en serons-nous là *chez nous* ! » (en Allemagne).

Voilà ce que devraient apprendre de Marx les intellectuels marxistes russes, débilités par le scepticisme, abêtis par le pédantisme, enclins aux discours de pénitence, promptement fatigués de la révolution et qui rêvent, comme d'une fête, de ses obsèques et de son remplacement par une prose constitutionnelle.

Ils devraient apprendre du théoricien et chef des prolétaires la foi en la révolution, la façon dont il faut appeler la classe ouvrière à défendre jusqu'au bout ses tâches révolutionnaires immédiates, et la fermeté d'âme qui n'admet pas les jérémiades pusillanimes lorsque la révolution a subi des défaites temporaires.

Les pédants du marxisme pensent que tout cela n'est que du bavardage éthique, du romantisme, un manque de réalisme ! Non, messieurs, c'est l'union de la théorie révolutionnaire avec la politique révolutionnaire, union sans laquelle le marxisme ne serait plus que du brentanisme, du strouvisme, du sombartisme.

La doctrine de Marx a fondu en un tout indissoluble la théorie et la pratique de la lutte de classe. Celui-là n'est pas marxiste qui, pour justifier ce qui est, déforme une théorie constatant avec lucidité la situation objective ; qui va jusqu'à vouloir s'adapter au plus tôt à chaque fléchissement momentané de la révolution, à abandonner sans retard les « illusions révolutionnaires » pour de petites choses, cependant « réelles ».

Marx, aux époques les plus calmes, eût-on dit, les plus « idylliques », pour reprendre son expression, aux époques de « morne stagnation » (comme s'exprime la rédaction de la *Neue Zeit*), savait pressentir l'approche de la révolution et élever le prolétariat à la conscience de ses tâches d'avant-garde, de ses tâches révolutionnaires. Nos intellectuels russes qui cherchent, en philistins, à simplifier Marx, enseignent au prolétariat, aux époques les plus révolutionnaires, la politique de la passivité, à suivre humblement le « courant », à soutenir timidement les éléments les plus instables du parti libéral à la mode !

Le jugement que Marx porte sur la Commune est le couronnement de toute sa correspondance avec Kugelmann. Et ce jugement est particulièrement précieux quand on le compare aux procédés de l'aile droite des social-démocrates russes. Plékhanov qui, après décembre 1905, s'écriait pusillaniment : « Il ne fallait pas prendre les armes », a eu la modestie de se comparer à Marx. Marx, selon lui, a aussi freiné la révolution en 1870.

Oui, Marx, aussi, l'a freinée. Mais voyez quel abîme nous ouvre cette comparaison, faite par Plékhanov lui-même, entre Plékhanov et Marx.

Plékhanov, en novembre 1905, un mois avant l'apogée de la première vague révolutionnaire russe, loin de mettre résolument en garde le prolétariat, lui parlait au contraire nettement de la nécessité *d'apprendre à se servir des armes et de s'armer*. Mais lorsque, un mois après, la bataille s'engagea, Plékhanov, sans essayer le moins du monde d'en analyser l'importance, le rôle dans la marche générale des événements, le lien avec les luttes qui avaient précédé, se hâta de jouer à l'intellectuel repentant : « Il ne fallait pas prendre les armes.

Marx, en septembre 1870, six mois avant la Commune, avait résolument mis en garde les ouvriers français : l'insurrection serait une *folie*, déclara-t-il dans sa fameuse adresse de l'Internationale. Il dénonça *d'avance* les illusions nationalistes sur la possibilité d'un mouvement dans le genre de 1792. Ce n'est pas *après coup*, c'est de longs mois à l'avance qu'il savait dire : « Il ne faut pas prendre les armes. »

Et quelle fut son attitude lorsque cette entreprise *désespérée*, d'après sa propre déclaration de septembre, commença à se réaliser en mars 1871 ? Peut-être Marx profita-t-il de l'occasion (comme Plékhanov profita des événements de décembre) seulement pour « humilier » ses adversaires, les proudhoniens et les blanquistes qui dirigèrent la Commune ? Peut-être se mit-il à bougonner comme une surveillante de pension : « Je vous l'avais bien dit, je vous avais bien prévenus, voilà où mènent votre romantisme, vos rêveries révolutionnaires » ? Peut-être lança-t-il après coup aux Communards, comme Plékhanov aux combattants de décembre, cette recommandation de philistin satisfait de lui-même : « Il ne fallait pas prendre les armes » ?

Non. Le 12 avril 1871, Marx écrit à Kugelmann une lettre *pleine d'enthousiasme*, une lettre que nous serions heureux d'afficher chez tout social-démocrate russe, chez tout ouvrier russe sachant lire.

Marx qui, en septembre 1870, avait dit que l'insurrection serait une folie, lorsqu'il vit, en avril 1871, un mouvement populaire de masse, le suivit avec l'attention extrême d'un homme qui participe à de grands événements marquant un progrès du mouvement révolutionnaire historique mondial.

Cette *tentative*, dit-il, a pour but de détruire la machine bureaucratique et militaire et non pas simplement de la faire passer en d'autres mains. Et il chante un hosanna véritable aux « *héroïques* » ouvriers parisiens guidés par les proudhoniens et les blanquistes. « De quelle souplesse, écrit-il, de quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! (p. 88)... » « L'histoire ne connaît pas encore d'exemple aussi grand ! »

Marx estime par-dessus tout *l'initiative historique* des masses. Ah ! si nos social-démocrates russes avaient appris chez Marx à apprécier *l'initiative historique* des ouvriers et des paysans russes en octobre et en décembre 1905 !

Ici, le plus profond des penseurs qui avait prévu six mois à l'avance un échec, s'incline devant *l'initiative historique* des masses ; là, cette déclaration sans vie, sans âme, cette déclaration de pédant : « Il ne fallait pas prendre les armes ! » N'est-ce pas le ciel et la terre ?

Et à titre de *participant* de la lutte des masses dont il suit les péripéties avec toute l'ardeur et la passion qui lui sont propres, Marx, en exil à Londres, se met à critiquer les *actes directs* des Parisiens « follement téméraires », « *prêts à monter à l'assaut du ciel* ». Oh ! comme se seraient alors moqués de Marx nos « réalistes » actuels, nos savants du marxisme, qui vitupèrent dans la Russie de 1906-1907 le romantisme révolutionnaire ! Comme ils se seraient moqués du *matérialiste de l'économiste*, de l'ennemi des utopies qui admire une « tentative » de donner l'assaut au *ciel* ! Que de larmes de compassion ou de rires condescendants ces « hommes sous une cloche de verre »³ n'eussent-ils pas prodigués devant ces tendances de révolte, cet utopisme, etc., etc., devant cette appréciation d'un mouvement lancé à l'assaut du ciel !

Or, Marx ne s'est pas pénétré de la sagesse des goujons⁴ qui craignent de discuter la *technique* des formes supérieures de la lutte révolutionnaire. Il discute précisément des questions *techniques* de l'insurrection. Défensive ou offensive ? dit-il, comme si les opérations se déroulaient aux environs de Londres. Et il conclut : l'offensive, absolument ! « *Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles...* »

Ce fut écrit en avril 1871, quelques semaines avant le grand mai sanglant...

« Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles », voilà ce qu'auraient dû faire les insurgés qui avaient commencé cette œuvre « insensée » (septembre 1870) : l'assaut du ciel.

« Il ne fallait pas prendre les armes ! » en décembre 1905 pour défendre par la force contre les premières tentatives de les ravir les libertés conquises... Oui, Plékhanov n'a pas tort de se comparer à Marx !

« Deuxième faute — poursuit Marx, dans sa critique *technique*, — le Comité central (c'est-à-dire le *commandement de l'armée* de la Commune, notez-le bien, il s'agit du Comité central de la garde nationale) résilia trop *tôt* ses fonctions... »

Marx savait mettre en garde les *dirigeants* contre un soulèvement prématuré. Mais, à l'égard du *prolétariat* qui prend le ciel d'assaut, il se comportait en conseiller pratique, en homme participant à la *lutte* des masses qui élèvent le mouvement *tout entier à un degré supérieur*, malgré les théories erronées et les fautes de Blanqui et de Proudhon.

« Quoi qu'il en soit, écrit-il, l'insurrection parisienne actuelle, même si elle vient à être réduite par les loups, les cochons et les infâmes chiens de la vieille société, est le plus glorieux exploit de notre Parti depuis l'insurrection parisienne de juin. »

Et Marx, sans dissimuler au prolétariat *une seule* des erreurs de la Commune, a consacré à cet *exploit* une œuvre qui, *jusqu'à présent*, est encore le meilleur guide que nous puissions avoir dans la lutte pour le « ciel » et le plus terrible épouvantail pour les « cochons » libéraux et radicaux.

Plékhanov a consacré à décembre une « œuvre » qui est devenue presque un évangile pour les cadets.

Oui, Plékhanov n'a pas eu tort de se comparer à Marx !

Dans sa réponse à Marx, Kugelmann exprima, probablement, des doutes, en indiquant que la cause était désespérée, en parlant du réalisme qui s'oppose au romantisme ou, du moins, il compara la Commune, qui avait été une *insurrection*, à la manifestation pacifique du 13 juin 1849 à Paris. Marx, immédiatement (le 17 avril 1871), expédie une sévère semonce à Kugelmann :

« *Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire du monde si la lutte n'était engagée qu'avec des chances infailliblement favorables.* »

Marx, en septembre 1870, disait de l'insurrection que ce serait une folie. Mais les *masses* une fois soulevées, Marx veut marcher avec elles, s'instruire en même temps qu'elles, en cours de lutte, et non pas donner des leçons bureaucratiques. Il comprend que toute tentative pour escompter d'avance *très exactement* les chances de la lutte serait du charlatanisme ou du pédantisme irrémissible. Il estime *plus haut que tout* le fait que la classe ouvrière, héroïquement, avec abnégation, avec initiative, *fait* l'histoire du monde. Marx considérait l'histoire du point de vue de ceux qui la *font* sans avoir la possibilité d'escompter *infailliblement* à l'avance les chances de succès, et non pas du point de vue d'un intellectuel philistin qui vient faire de la morale : « Il était facile de prévoir... Il ne fallait pas se risquer... »

Marx savait voir aussi qu'à certains moments de l'histoire une lutte acharnée des *masses*, même pour une cause désespérée, est *indispensable* pour l'éducation ultérieure de ces masses elles-mêmes, pour les préparer à la lutte *suivante*.

Nos pseudo-marxistes actuels, qui aiment à citer Marx à tort et à travers, lui empruntant seulement des jugements sur le passé, et non des leçons pour préparer l'avenir, ne comprennent pas du tout que la question soit *posée* ainsi, cela leur est même tout à fait étranger en principe. Plékhanov n'y a même pas songé lorsque, après décembre 1905, il se mit en devoir de « *freiner* »...

Mais Marx pose précisément cette question, sans oublier nullement qu'en septembre 1870 il avait lui-même reconnu qu'une insurrection serait de la folie.

« Les canailles bourgeoises de Versailles, écrit-il,... placèrent les Parisiens devant l'alternative, ou de relever le défi ou de succomber sans combat. Dans le dernier cas, la *démoralisation de la classe ouvrière* eût été un malheur *bien plus grand* que la perte d'un nombre quelconque de chefs. »

Nous arrêterons ici ce bref aperçu des leçons de politique, d'une politique digne du prolétariat, que nous donne Marx dans ses lettres à Kugelmann.

La classe ouvrière de Russie a déjà démontré et démontrera encore plus d'une fois qu'elle est capable d'entreprendre « l'assaut du ciel ».

5 février 1907

PREFACE A LA TRADUCTION RUSSE DU LIVRE : LETTRES DE J. BECKER, J. DIETZGEN, F. ENGELS, K. MARX, ETC., A F. A. SORGE ET A D'AUTRES PERSONNES...

Le recueil de lettres de Marx, Engels, Dietzgen, Becker et autres chefs du mouvement ouvrier international du dernier siècle, que nous présentons au public russe, forme le complément nécessaire de notre littérature marxiste d'avant-garde.

Nous n'allons pas nous étendre ici sur l'importance que ces lettres ont pour l'histoire du socialisme et pour éclairer amplement l'activité de Marx et d'Engels. Ceci se passe de commentaires. Marquons seulement que pour l'intelligence des lettres que nous publions, il est nécessaire de connaître les travaux essentiels sur l'histoire de l'Internationale (voir Jekk : *l'Internationale*, traduction russe éditée par Znanié), et puis du mouvement ouvrier allemand et américain (voir Fr. Mehring : *Histoire de la social-démocratie allemande*, et Maurice Hilliquit : *Histoire du socialisme en Amérique*), etc.

Nous n'avons pas l'intention non plus d'essayer de fournir un aperçu général du contenu de cette correspondance et l'appréciation des diverses périodes historiques auxquelles elle se rattache. Mehring s'en est parfaitement acquitté dans son article : *Der Sorgesche Briefwechsel* (*Neue Zeit*, 25. Jahrg., Nr. 1 und 2) [*Correspondance avec Sorge* (*Novoié Vrémia*, 1925, nos 1 et 2). (N.R.)], qui sera joint, probablement, par l'éditeur à la présente traduction ou bien paraîtra en édition russe spéciale.

Ce qui offre un intérêt particulier pour les socialistes russes dans la période révolutionnaire que nous vivons, ce sont les enseignements que le prolétariat en lutte doit dégager de la connaissance des côtés intimes de l'activité de Marx et d'Engels, au long d'une période de près de trente ans (1867-1895). Rien d'étonnant, en conséquence, si dans notre littérature social-démocrate également, les premières tentatives de faire connaître aux lecteurs les lettres de Marx et d'Engels à Sorge, ont été faites en relation avec les questions « urgentes » de la tactique social-démocrate dans la révolution russe (la *Sovrémnennáia Jizn* de Plékhanov, les *Otkliki* des menchéviks). C'est sur l'analyse des passages de la correspondance, particulièrement importants du point de vue des tâches actuelles du parti ouvrier en Russie, que nous nous proposons de retenir l'attention du lecteur.

Dans leurs lettres, Marx et Engels ont le plus souvent parlé des questions d'actualité du mouvement ouvrier anglo-américain et allemand. Cela se conçoit : ils étaient des Allemands qui vivaient en ce temps en Angleterre et entretenaient une correspondance avec un camarade américain. Pour ce qui est du mouvement français et notamment de la Commune de Paris, Marx en a parlé beaucoup plus souvent et plus en détail dans les lettres qu'il écrivait au social-démocrate allemand Kugelmann. [Cf. les *Lettres de K. Marx à L. Kugelmann*, traduites de l'allemand sous la direction de N. Lénine et préfacées par lui. St.-Péters-bourg, 1907. (Voir cette préface dans le présent ouvrage, pp. 197-207. N.R.)]

La comparaison des points de vue émis par Marx et Engels sur les questions du mouvement ouvrier anglo-américain et allemand est singulièrement édifiante. Si l'on tient compte que l'Allemagne, d'une part, l'Angleterre et l'Amérique, de l'autre, représentent divers stades du développement capitaliste, diverses formes de la domination de la bourgeoisie, en tant que classe, dans toute la vie politique des pays en question — la comparaison que nous venons d'indiquer prend une importance toute particulière. Du point de vue scientifique, nous voyons ici un échantillon de la dialectique matérialiste, le don de mettre au premier plan et à faire valoir divers points, divers aspects de la question, en les adaptant aux particularités concrètes de telles ou telles conditions politiques et économiques. Du point de vue de la politique pratique et de la tactique du parti ouvrier, nous voyons ici un échantillon de la manière dont les créateurs du *Manifeste du Parti communiste* définissaient les tâches du prolétariat en lutte, en fonction des différentes étapes du mouvement ouvrier national des divers pays.

Ce que Marx et Engels critiquent le plus âprement dans le socialisme anglo-américain, c'est son isolement du mouvement ouvrier. Tout au long de leurs multiples appréciations émises sur la « Fédération social-démocrate » (*Social-Democratic Fédération*) en Angleterre et sur les socialistes américains apparaît, comme un trait rouge, l'accusation d'avoir transformé le marxisme en dogme, en « orthodoxie rigide » (*starre*), d'y voir un « credo et non un guide pour l'action », de ne pas savoir s'adapter au mouvement ouvrier désarmé au point de vue théorique, mais vivant, massif, puissant, qui

marche à leur côté. « Où en serions-nous maintenant — s'exclame Engels dans sa lettre du 27 janvier 1887 — si de 1864 à 1873, nous avons persisté à ne vouloir agir de concert qu'avec ceux qui adoptaient ouvertement notre programme ? » Et dans une lettre précédente (28 décembre 1886), parlant de l'influence que les idées de Henry George exercent en Amérique sur la classe ouvrière, il écrit :

« Un ou deux millions de voix ouvrières en novembre- prochain pour un vrai (« *bona fide* ») parti ouvrier ont aujourd'hui infiniment plus de valeur qu'une centaine de mille voix en faveur d'un programme parfait au point de vue théorique. »

Ce sont des passages fort intéressants. Il s'est trouvé, chez nous, des social-démocrates qui se sont empressés de les utiliser pour défendre l'idée d'un « congrès ouvrier », ou quelque chose dans le genre du « large parti ouvrier »⁵ préconisé par Larine. Mais pourquoi pas pour la défense du « bloc de gauche » ? demanderons-nous à tous ces « utilisateurs » hâtifs d'Engels. Les lettres auxquelles nos citations sont empruntées remontent au temps où les ouvriers d'Amérique votaient aux élections pour Henry George. M^{me} Vichniévetskaïa, une Américaine mariée à un Russe et qui avait traduit les œuvres d'Engels, lui avait demandé, comme il ressort de la réponse de ce dernier, de critiquer à fond Henry George. Engels écrit (le 28 décembre 1886) que *le temps n'est pas encore venu* pour cela, car il vaut mieux qu'un parti ouvrier commence à se former, même sur un programme pas tout à fait pur. Par la suite les ouvriers comprendront eux-mêmes ce dont il s'agit, « leurs propres fautes leur serviront de leçon » ; mais « tout ce qui pourrait retarder ou empêcher cette consolidation nationale du parti ouvrier — sur quelque programme que ce soit — je le considérerais comme une grave erreur ».

Certes, Engels comprenait parfaitement et a maintes fois signalé toute l'absurdité et le caractère *réactionnaire* des idées de H. George du point de vue *socialiste*. Dans la correspondance avec Sorge on trouve une lettre des plus intéressantes de Karl Marx, en date du 20 juin 1881, dans laquelle il donne son jugement sur H. George, comme idéologue de la *bourgeoisie radicale*. « Théoriquement, H. George est totalement arriéré », écrivait Marx. Et c'est en compagnie de ce véritable *socialiste-réactionnaire* que F. Engels ne craignait pas d'aller aux élections, pourvu qu'il y eût des gens capables de prédire aux masses « les conséquences de leurs propres erreurs » (Engels, lettre du 29 novembre 1886).

En ce qui concerne les « chevaliers du travail » (*Knights of Labor*), organisation des ouvriers américains de l'époque, Engels écrivait dans cette même lettre : « Le côté le plus faible des Chevaliers du travail (textuellement le plus pourri, *faulsté*) a été leur *neutralité politique* »... « Le premier grand pas qui importe dans tout pays entrant nouvellement dans le mouvement est toujours la constitution des ouvriers en parti politique indépendant, peu importe comment, pourvu qu'il soit un parti ouvrier distinct. » Il est évident que de ces paroles on ne saurait rien tirer pour justifier le bond à accomplir *depuis* la social-démocratie jusqu'au congrès ouvrier sans-parti, etc. En revanche, chacun doit en déduire la nécessité de tolérer parfois une campagne électorale commune avec les « social-réactionnaires » radicaux, s'il ne veut pas être accusé par Engels de vouloir ravalier le marxisme jusqu'au niveau d'un « dogme », d'une « orthodoxie », d'un « sectarisme », etc.

Mais il est intéressant, certes, de s'arrêter moins sur ces parallèles américano-russes (nous devons en toucher un mot pour répondre à nos adversaires), que sur les traits *essentiels* du mouvement ouvrier anglo-américain. Ces traits sont : absence de tâches *démocratiques* tant soit peu importantes, à l'échelle nationale, qui se posent au prolétariat ; subordination totale du prolétariat à la politique bourgeoise ; isolement sectaire des groupuscules, des poignées de socialistes d'avec le prolétariat ; pas le moindre succès des socialistes aux élections auprès des masses ouvrières, etc. Quiconque oublie ces conditions fondamentales et se charge de tirer de vastes conclusions des « parallèles américano-russes » fait preuve d'un esprit extrêmement superficiel.

Si Engels insiste à ce point sur les organisations économiques des ouvriers dans de pareilles conditions, c'est qu'il est question du régime démocratique le plus solidement établi, qui assigne au prolétariat des tâches purement socialistes. Si Engels insiste sur l'importance d'un parti ouvrier indépendant, même avec un mauvais programme, c'est qu'il est question de pays où il n'y avait pas, jusque-là, le moindre soupçon d'indépendance politique des ouvriers, — où, en politique, les ouvriers se traînaient et continuent de se traîner surtout derrière la bourgeoisie.

Chercher à généraliser les déductions inspirées de semblables raisonnements aux pays ou bien aux moments historiques où le prolétariat a créé son parti plus tôt que les bourgeois libéraux, où le prolétariat n'a pas les moindres traditions de vote en faveur des politiciens bourgeois, où des tâches non socialistes, mais démocratiques bourgeoises sont à l'ordre du jour, — vouloir faire cela, c'est se moquer de la méthode historique de Marx.

Notre pensée deviendra encore plus claire au lecteur, si nous comparons l'appréciation d'Engels sur le mouvement anglo-américain à celle qu'il donne du mouvement allemand.

Dans la correspondance que nous publions, ces appréciations sont également nombreuses et fort intéressantes. On y entrevoit, tel un trait rouge, quelque chose d'absolument différent : la mise en garde contre l'« aile droite » du parti ouvrier, la guerre implacable (parfois — comme chez Marx en 1877-1879 — *furieuse*) à l'*opportunisme* au sein de la social-démocratie.

Nous tenons d'abord à confirmer ces assertions par des passages empruntés aux lettres, nous nous arrêterons ensuite à l'analyse de cet état de faits.

Avant tout, il faut signaler ici le jugement de Karl Marx sur Hoechberg et consorts. Fr. Mehring, dans son article *Der Sorgesche Briefwechsel*, cherche à atténuer les attaques de Marx, comme aussi les attaques postérieures d'Engels contre les opportunistes — et il s'y attache, selon nous, avec quelque exagération. En particulier, en ce qui touche Hoechberg et consorts, Mehring s'en tient à son opinion sur l'appréciation inexacte selon lui que Marx donne de Lassalle et des lassalliens. Mais ce qui nous intéresse ici, nous le répétons, ce n'est pas l'analyse historique de l'exactitude ou de l'exagération des attaques de Marx contre tels socialistes précisément, mais l'appréciation de *principe* qu'il porte sur des *courants* bien déterminés, dans le socialisme en général.

Réprouvant les compromis des social-démocrates allemands avec les lassalliens et avec Dühring (lettre du 19 octobre 1877), Marx condamne également le compromis « avec toute une bande d'étudiants à peine en l'âge de raison et de docteurs d'extrême sagesse » (« docteur », en allemand, grade universitaire correspondant à notre « candidat » ou bien « ayant terminé ses études universitaires avec mention I^{re} catégorie »), « qui veulent donner au socialisme une orientation « idéaliste supérieure », c'est-à-dire substituer à sa base matérialiste (demandant, pour qu'on puisse en user, une étude objective sérieuse) une mythologie moderne, avec ses déesses de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Le docteur Hoechberg, éditeur de la revue *Zukunft*, représente cette tendance, et il s'est « acheté l'entrée » au parti, avec les « plus nobles » intentions peut-être, mais je me moque des « intentions ». Rarement vit le jour quelque chose de plus pitoyable, avec de plus « modestes prétentions » que le programme de sa *Zukunft* » (lettre n° 70).

Dans une autre lettre écrite environ deux ans après (le 19 septembre 1879), Marx dément les commérages tendant à faire croire qu'Engels et lui sont derrière J. Most ; il expose en détail à Sorge son attitude à l'égard des opportunistes dans le Parti social-démocrate allemand. La revue *Zukunft* était dirigée par Hoechberg, Schramm et Ed. Bernstein. Marx et Engels avaient *refusé* de collaborer à une telle publication ; et lorsqu'il fut question de fonder, avec le concours et l'aide pécuniaire de ce même Hoechberg, un nouvel organe du parti, Marx et Engels exigèrent d'abord, pour exercer le contrôle sur cette « mixture de docteurs, d'étudiants et de socialistes de la chaire » qu'on engageât Hirsch, rédacteur responsable désigné par eux ; puis, ils envoyèrent une circulaire directement à Bebel, Liebknecht et aux autres chefs du Parti social-démocrate, les avertissant qu'ils combattraient ouvertement un « tel avilissement [*Verluderung* est un terme *encore plus fort* en allemand] de la théorie et du parti », si l'orientation de Hoechberg, Schramm, Bernstein ne changeait pas.

Ce fut, dans le Parti social-démocrate allemand, l'époque que Mehring évoquait dans son *Histoire* comme une « année de troubles » (*Ein Jahr der Verwirrung*). Après la « loi d'exception », le parti ne trouva pas du premier coup la bonne voie, donna d'abord dans l'anarchisme de Most et dans l'opportunisme de Hoechberg et consorts. « Ces gens, écrit Marx, à propos de ce dernier, qui au point de vue théorique sont des zéros, inutilisables au point de vue pratique, veulent briser les dents au socialisme (qu'ils accommodent selon les formules universitaires), et, notamment, au parti social-démocrate, éclairer les ouvriers ou, comme ils disent, leur inoculer des « éléments d'instruction », n'ayant eux-mêmes qu'un confus demi-savoir, et avant tout rendre respectable le parti aux yeux de la petite bourgeoisie. Ce sont de pauvres moulins à paroles contre-révolutionnaires. »

L'attaque « furieuse » de Marx a abouti au fait que les opportunistes ont reculé et... se sont effacés. Dans sa lettre du 19 novembre 1879, Marx fait savoir que l'on a écarté Hoechberg du conseil de rédaction, et que tous les leaders influents du Parti — Bebel, Liebknecht, Bracke, etc. — ont *répudié* ses idées. L'organe du Parti social-démocrate, le *Social-Démocrate*, commença à paraître sous la rédaction de Vollmar, qui se trouvait alors à l'aile révolutionnaire du Parti. Un an plus tard (le 5 novembre 1880), Marx raconte qu'ils ont, Engels et lui, toujours combattu la « misérable » tenue de ce *Social-Démocrate*, et qu'ils l'ont combattue souvent avec *âpreté* (« *wobei's oft scharf hergeht* »). Liebknecht était allé trouver Marx en 1880 et lui avait promis qu'une « amélioration » se produirait à *tous égards*.

La paix fut rétablie et la guerre ne se manifesta pas à la surface. Hoechberg se retira, et Bernstein devint un social-démocrate révolutionnaire ... tout au moins jusqu'à la mort d'Engels, en 1895.

Engels écrit à Sorge le 20 juin 1882, lui retraçant cette lutte comme une chose passée : « Somme toute, les affaires vont très bien en Allemagne. Messieurs les littérateurs du parti ont bien essayé d'accomplir un tournant réactionnaire... mais il a lamentablement échoué... Les infamies auxquelles sont partout exposés les ouvriers social-démocrates les ont rendus encore beaucoup plus révolutionnaires qu'ils ne l'étaient il y a trois ans... Ces gens (les littérateurs du Parti) voudraient à tout prix, à force de douceur et de mansuétude, de servilité rampante et de docilité soumise, obtenir l'abolition de la loi contre les socialistes, qui en use sans façon avec leur gagne-pain littéraire. Dès la loi abolie... la scission va vraisemblablement se manifester, et les Viereck, Hoechberg formeront une aile droite à part, avec laquelle on pourra alors négocier dans tel ou tel cas jusqu'à ce qu'ils finissent par tomber sur le c... définitivement. Nous avons déjà formulé cette opinion dès la promulgation de la loi contre les socialistes, lorsque Hoechberg et Schramm publièrent dans *l'Annuaire* une appréciation, tout à fait infâme dans les circonstances, de l'activité du parti et qu'ils demandaient un comportement du parti de meilleur ton (« *gebildetes* » au lieu de *gebildetes*. Engels évoque l'accent berlinois des littérateurs allemands), bienséant, digne des salons. »

La prédiction de la bernsteiniade, faite en 1882, s'est remarquablement vérifiée en 1898 et dans les années postérieures.

Et depuis, après la mort de Marx notamment, Engels, peut-on dire sans exagération, redresse constamment la ligne faussée par les opportunistes allemands.

Fin de 1884. On condamne les « préjugés petits-bourgeois » des députés social-démocrates allemands du Reichstag, qui ont voté des crédits à la Compagnie de navigation (« *Dampfersubvention* », voir *l'Histoire* de Mehring). Engels informe Sorge qu'il entretient à ce sujet une correspondance nourrie (lettre du 31 décembre 1884).

Année 1885. En émettant son jugement sur l'affaire de la « *Dampfersubvention* », Engels écrit (3 juin) que « l'on en vint presque à la scission ». Le « philistinisme » des députés social-démocrates a été « colossal ». « Une fraction socialiste petite-bourgeoise est inévitable dans un pays tel que l'Allemagne », dit Engels.

Année 1887. Engels répond à Sorge, qui lui écrivait que le parti se couvrait de honte en élisant comme députés des gens comme Viereck (social-démocrate dans le genre de Hoechberg). Rien à faire, dit Engels pour se justifier, où voulez-vous que le parti ouvrier prenne de bons députés pour le Reichstag ? « Ces messieurs de l'aile droite savent bien qu'on ne les tolère qu'à cause de la loi contre les socialistes, et qu'au premier jour où le parti retrouvera sa liberté de mouvement, ils en seront chassés. » Au reste, il est préférable, en général, « que le parti soit meilleur que ses héros parlementaires, plutôt que l'inverse » (3 mars 1887). Liebknecht est un conciliateur, se plaint Engels : toutes les divergences, il les couvre de phrases. Mais quand on en viendra à la scission, il sera avec nous au moment décisif.

Année 1889. Deux congrès social-démocrates internationaux à Paris. Les opportunistes (avec, en tête, les possibilistes français) se sont séparés des social-démocrates révolutionnaires. Engels (alors âgé de 68 ans) se jette au combat comme un jeune homme. Une série de lettres (depuis le 12 janvier jusqu'au 20 juillet 1889) sont consacrées à la lutte contre les opportunistes. Engels ne s'en prend pas seulement à ces derniers, mais aussi aux Allemands — à Liebknecht, à Bebel et aux autres — pour leur esprit de conciliation.

Les possibilistes se sont vendus au gouvernement, écrit Engels le 12 janvier 1889. Quant aux membres de la « Fédération social-démocrate » anglaise (S.D.F.), il les convainc d'intelligence avec les possibilistes. « L'énorme correspondance et les courses au sujet de ce maudit congrès m'empêchent de rien faire d'autre » (11 mai 1889). Pendant que les possibilistes font diligence, les nôtres ne font que dormir, se fâche Engels. Aujourd'hui, même Auer et Schippel exigent que nous nous rendions au congrès des possibilistes. Ceci a « enfin » ouvert les yeux à Liebknecht. Engels écrit avec Bernstein des pamphlets (signés de Bernstein, — Engels les appelle : « Nos pamphlets ») contre les opportunistes.

« La Fédération social-démocrate mise à part, les possibilistes n'ont pas derrière eux une seule organisation socialiste dans toute l'Europe (8 juin 1889). C'est pourquoi ils en reviennent aux trade-unions non socialistes » (que nos admirateurs d'un large parti ouvrier, d'un congrès ouvrier, etc., en prennent note !). « D'Amérique, ils recevront un seul délégué des *Chevaliers du travail* ». L'adversaire est le même que dans la lutte contre les ba-kouninistes : « avec cette seule différence que le drapeau des anarchistes est échangé contre celui des possibilistes : on vend les principes à la bourgeoisie contre des concessions dans le détail, et notamment contre des sinécures pour les dirigeants (Conseil municipal, Bourse du travail, etc.) ». Brousse (chef des possibilistes) et Hyndman (chef de la Fédération socialiste démocratique qui a fusionné avec les possibilistes) attaquent le « marxisme autoritaire » et veulent former le « noyau d'une nouvelle Internationale ».

« Tu n'as aucune idée de la naïveté des Allemands. Cela m'a coûté infiniment de peine pour faire comprendre même à Bebel, de quoi il s'agissait proprement » (8 juin 1889). Et lorsque les deux congrès ont lieu, lorsque les social-démocrates révolutionnaires dépassent en nombre les possibilistes (*unifiés avec les traîne-unionistes*, la S.D.F., une partie des Autrichiens, etc.), Engels exulte (17 juillet 1889). Il est heureux que les plans de conciliation et les propositions de Liebknecht et d'autres aient échoué (20 juillet 1889). « Mais il est bon que notre confrérie de conciliateurs sentimentaux ait reçu pour toutes ses protestations d'amitié, ce rude coup de pied au derrière. » « Cela les guérira sans doute pour quelque temps. »

... Mehring a raison (« *Der Sorgesche Briefwechsel* ») de dire que Marx et Engels n'entendaient pas grand-chose au « bon ton » : « s'ils ne pesaient pas longtemps tous les coups qu'ils envoyaient, ils ne pleurnichaient pas non plus au sujet de chaque coup qu'ils recevaient ». « Si vous croyez, écrivait un jour Engels, que vos piqûres d'épingles peuvent traverser mon vieux cuir épais et bien tanné, vous vous trompez. » Et cette insensibilité qu'ils avaient acquise, écrit Mehring à propos de Marx et d'Engels, ils la supposaient aussi chez les autres.

Année 1893. Règlement de comptes avec les « fabiens », qui s'impose de lui-même... pour juger les bernsteiniens (ce n'est pas pour rien que Bernstein a « formé » : son opportunisme en Angleterre, en s'inspirant des « fabiens »). « Les fabiens représentent ici, à Londres, une bande d'arrivistes, qui ont assez de bon sens pour comprendre que la révolution sociale est inévitable, mais qui ne sauraient confier ce travail gigantesque au seul prolétariat grossier, et pour cette raison, condescendent à se mettre à sa tête. La peur de la révolution est leur principe essentiel. Ils sont des « gens cultivés » par excellence. Leur socialisme est du socialisme municipal ; la commune, et non la nation, doit, pour un temps du moins, devenir la propriétaire des moyens de production. Ils présentent ce socialisme qui leur est propre, comme une conséquence extrême, mais inéluctable, du libéralisme bourgeois ; de là leur tactique ; ne pas combattre résolument les libéraux en tant qu'adversaires, mais les pousser à tirer des conclusions socialistes, donc tricher avec eux, « imprégner le libéralisme de socialisme » ; ne pas opposer aux libéraux des candidats socialistes, mais les leur faire avaler par la pression et, éventuellement, par le mensonge... Mais que, en cette affaire, ou bien ils seront trompés eux-mêmes, ou ils tromperont le socialisme, cela, naturellement, ils ne le comprennent pas.

Ils ont publié aussi avec beaucoup d'application, parmi de la camelote de toute sorte, quelques bons écrits de propagande, et réalisé vraiment ce que les Anglais ont fait de mieux dans ce domaine. Mais dès qu'ils reviennent à leur tactique spécifique : estomper la lutte de classe, cela sent mauvais. De là aussi — à cause de la lutte de classe — leur haine fanatique contre Marx et nous tous.

Les fabiens ont naturellement beaucoup de partisans bourgeois et par conséquent de l'argent »...

L'APPRECIATION CLASSIQUE DE L'OPPORTUNISME INTELLECTUEL DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Année 1894. Question paysanne. « Sur le continent, écrit Engels le 10 novembre 1894, augmente avec les succès, le désir de plus grands succès encore, et la chasse aux paysans, au sens littéral du mot, devient de mode. D'abord les Français déclarent par la bouche de Lafargue, à Nantes, non seulement... que nous ne sommes pas disposés par une intervention directe de notre part, à précipiter la ruine du petit paysan, ce dont le capitalisme se charge pour nous, mais aussi qu'il faut défendre directement le petit paysan contre le fisc, les usuriers et les gros propriétaires fonciers. Mais cela, nous ne pouvons aucunement l'accepter, d'abord parce que c'est stupide, et deuxièmement, parce que c'est impossible. Puis voilà Vollmar qui vient à Francfort et veut corrompre *le paysan en général* ; or, le paysan auquel il a affaire en Haute-Bavière n'est pas le petit paysan rhénan écrasé de dettes, mais le paysan moyen et le gros paysan indépendant, qui exploite valets et servantes et vend bétail et céréales. Et cela ne se fait pas sans renoncer à tous les principes. »

Année 1894, 4 décembre : ... « Les Bavaoises qui sont devenus très, très opportunistes et sont déjà presque un simple parti populaire (je parle de la plupart des chefs et de nombreux nouveaux adhérents au Parti) avaient voté au Landtag bavarois pour l'ensemble du budget ; Vollmar, notamment, avait organisé l'agitation parmi les paysans pour capter les gros cultivateurs de la Haute-Bavière — gens possédant de 25 à 80 acres de terres (de 10 à 30 ha), c'est-à-dire ne pouvant aucunement se passer de salariés — et non leurs domestiques. » Ainsi nous voyons que, pendant plus de dix ans, Marx et Engels luttèrent constamment, sans défaillance, contre l'opportunisme dans le Parti social-démocrate allemand, et qu'ils poursuivirent le philistinisme d'intellectuels et l'esprit petit-bourgeois dans le socialisme. C'est là un fait extrêmement important. Le grand public sait que la social-démocratie allemande est considérée comme le modèle de la politique et de la tactique marxistes du prolétariat ; mais ce qu'il ne sait pas, c'est la lutte incessante que les fondateurs du marxisme eurent à mener contre l'« aile droite » (expression d'Engels) de ce parti. Que peu après la mort d'Engels cette guerre, de secrète qu'elle était, soit devenue patente, ce n'est pas un effet du hasard. C'est le résultat certain de dizaines d'années d'évolution historique de la social-démocratie allemande.

Et maintenant nous voyons apparaître avec relief les deux lignes des conseils, indications, amendements, menaces et recommandations d'Engels (et de Marx). Ils appelaient avec le plus d'insistance les socialistes anglo-américains à se fondre avec le mouvement ouvrier, à éliminer du sein de leurs organisations l'esprit sectaire, étroit et routinier. Ils ont enseigné avec le plus d'insistance aux social-démocrates allemands à ne pas se laisser aller au philistinisme, au « crétinisme parlementaire » (expression de Marx dans la lettre du 19 septembre 1879), à l'opportunisme d'intellectuels petits-bourgeois. N'est-il pas caractéristique que nos commères social-démocrates aient fait grand bruit au sujet des conseils de la première catégorie, et qu'elles aient serré les lèvres, pour passer sous silence les conseils de la seconde catégorie ? Un *tel* caractère unilatéral de l'appréciation des lettres de Marx et d'Engels n'est-il pas le meilleur indice du caractère « unilatéral » dans une certaine mesure de nos social-démocrates russes ?

Aujourd'hui que le mouvement ouvrier international manifeste les symptômes d'une effervescence profonde et de flottements ; que les extrêmes de l'opportunisme, du « crétinisme parlementaire » et du réformisme philistin ont suscité les extrêmes contraires, ceux du syndicalisme révolutionnaire, — aujourd'hui la ligne générale des « amendements » apportés par Marx et Engels au socialisme anglo-américain et allemand prend une importance exceptionnelle.

Dans les pays où il n'y a *pas* de Parti ouvrier social-démocrate, où *il n'y a pas* de députés social-démocrates dans les parlements, où *il n'y a* aucune politique social-démocrate suivie, cohérente, ni aux élections, ni dans la presse, etc., dans ces pays Marx et Engels enseignaient aux socialistes à briser, *coûte que coûte*, le sectarisme étroit, et à *rallier* le mouvement ouvrier, pour *secouer politiquement* le prolétariat. Car en Angleterre comme en Amérique le prolétariat n'a manifesté, au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, *presque aucune* indépendance politique. L'arène politique, dans ces pays, en l'absence presque absolue de tâches historiques bourgeoises-démocratiques, était *entièrement* occupée par la bourgeoisie triomphante et satisfaite d'elle-même, qui n'a pas sa pareille au monde dans l'art de duper, de corrompre et de suborner les ouvriers.

Croire que ces conseils de Marx et d'Engels à l'intention du mouvement ouvrier anglo-américain peuvent être simplement et directement appliqués aux conditions russes, revient à mettre à contribution le marxisme non pour s'en assimiler la *méthode*, ni pour *étudier* les particularités historiques concrètes du mouvement ouvrier dans des pays déterminés, mais pour permettre aux intellectuels de régler leurs petits comptes de fractions.

Au contraire, dans un pays où la révolution bourgeoise-démocratique est restée inachevée ; où a régné et règne encore le « despotisme militaire... avec un enjolivement de formes parlementaires » (expression de Marx dans sa *Critique du programme de Gotha*) ; où le prolétariat est depuis longtemps déjà entraîné dans la politique et réalise la politique social-démocrate, dans un tel pays Marx et Engels craignaient le plus la banalisation parlementaire, l'avalissement philistin des tâches et de l'envergure du mouvement ouvrier.

Nous avons d'autant plus le devoir de souligner ce côté du marxisme et de le mettre au premier plan, à l'époque de la révolution bourgeoise-démocratique en Russie, que la grande, « brillante » et riche presse bourgeoise libérale de chez nous, claironne par mille voix au prolétariat le loyalisme « exemplaire », la légalité parlementaire, la modestie et la modération du mouvement ouvrier allemand voisin.

Ce mensonge intéressé des traîtres bourgeois à la révolution russe n'est pas dû au hasard, non plus qu'à la dépravation personnelle de tels ou tels anciens ou futurs ministres du camp cadet. Il est dû aux profonds intérêts économiques des propriétaires fonciers libéraux et des bourgeois libéraux de Russie. Et c'est dans la lutte contre ce mensonge, contre cet « abrutissement des masses » (« *Massenverdummung* » — expression d'Engels dans la lettre du 29 novembre 1886), que les lettres de Marx et d'Engels doivent être une arme précieuse pour tous les socialistes russes.

Le mensonge intéressé des bourgeois libéraux montre au peuple la « modestie » exemplaire des social-démocrates allemands. Les chefs de ces social-démocrates, les fondateurs de la théorie du marxisme nous disent :

« C'est le langage et l'action révolutionnaires des Français qui ont fait paraître les hypocrisies de Viereck et C^e (social-démocrates opportunistes de la fraction social-démocrate au Reichstag) sous un jour vraiment tenebreux » (il s'agit de la formation d'un parti ouvrier à la Chambre des députés française et de la grève de Decazeville, qui a dissocié les radicaux français du prolétariat français), « de sorte que, au cours des derniers débats, seuls Liebknecht et Bebel ont pris la parole, et tous deux très bien. Avec ces débats, nous pouvons de nouveau nous montrer en bonne société, ce qu'on ne pouvait nullement faire avec tous les autres. Il est bon, en général, qu'on dispute la direction (du mouvement socialiste international) aux Allemands, surtout depuis qu'ils ont élu au Reichstag un si grand nombre d'éléments philistins (chose d'ailleurs inévitable). *En Allemagne tout devient philistin en temps de calme*, aussi l'aiguillon de la concurrence française est-il *absolument nécessaire* »... (Lettre du 29 avril 1886).

Tels sont les enseignements que doit surtout s'assimiler le Parti social-démocrate ouvrier russe qui se trouve dominé par l'influence idéologique de la social-démocratie allemande.

Ces leçons nous sont enseignées non par tel ou tel passage de la correspondance des plus grands hommes du XIX^e siècle, mais par tout l'esprit et par tout le contenu de la critique fraternelle, franche, étrangère à toute diplomatie et aux calculs mesquins, qu'ils ont faite de l'expérience internationale du prolétariat.

A quel point toutes les lettres de Marx et d'Engels sont réellement pénétrées de cet esprit, les passages suivants, extrêmement caractéristiques encore que relativement particuliers, peuvent en faire foi.

En 1889, un mouvement jeune, frais, plein d'un nouvel esprit révolutionnaire commençait en Angleterre, parmi les simples ouvriers non spécialisés, non qualifiés (gaziers, cockers, etc.). Engels en est ravi. Il souligne avec triomphe le rôle de la fille de Marx, Tussy, qui a fait de l'agitation parmi eux. « Ce qu'il y a de rebutant ici, écrit-il de Londres le 7 décembre 1889, c'est la « respectabilité » bourgeoise qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers. La division de la société en d'innombrables subdivisions sociales reconnues incontestablement de tous, dont chacune a sa propre fierté, mais aussi son respect inné pour ses « meilleures » et ses « supérieures », est si ancienne et a des assises si fermes que les bourgeois peuvent encore facilement jeter leurs appâts ! Je ne suis pas du tout sûr, par

exemple, que John Burns ne soit pas plus fier, dans son for intérieur, de sa popularité auprès du cardinal Man-ning, le lord-maire, et en général, auprès de la bourgeoisie que de celle qu'il a auprès de sa propre classe. Et Champion — lieutenant en retraite — a trafiqué il y a bien des années avec des bourgeois, surtout des conservateurs, il a prêché le socialisme, etc..., au congrès anglican-clérical. Et même Tom Mann que je considère comme le meilleur d'entre eux tous, dit volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on compare cela aux Français, on voit ce que la révolution a de bon. »

Ceci se passe de commentaires.

Autre exemple. En 1891, il y avait danger de guerre européenne. Engels correspondait à ce sujet avec Bebel ; tous deux étaient d'accord que si la Russie attaquait l'Allemagne, les socialistes allemands devraient se battre avec acharnement contre les Russes et contre n'importe quels alliés de ces derniers. « Si l'Allemagne est étouffée, nous le serons avec elle. Mais dans le cas le plus favorable, la lutte deviendra si violente que l'Allemagne ne pourra se maintenir que par des mesures révolutionnaires et que, par conséquent, nous serons, chose très possible, obligés de prendre le gouvernail et de jouer l'année 1793 » (lettre du 24 octobre 1891).

Pour la gouverne des opportunistes qui criaient par le monde que les perspectives « jacobines » qui s'étaient présentées au parti ouvrier russe en 1905 n'avaient rien de social-démocrate ! Engels indiquait expressément à Bebel qu'il était possible que les social-démocrates aient à participer au gouvernement provisoire.

Il est tout naturel qu'en professant un tel point de vue sur les tâches des partis ouvriers social-démocrates, Marx et Engels aient été pleins d'une foi radieuse en la révolution russe et en sa puissante portée mondiale. Durant une vingtaine d'années nous voyons apparaître dans cette correspondance cette attente passionnée de la révolution en Russie.

Voici la lettre de Marx du 27 septembre 1877. La crise en Orient provoque l'enthousiasme de Marx.

« La Russie... était depuis longtemps déjà à la veille d'une révolution, tous les éléments étaient prêts pour cela. Les braves Turcs ont hâté de beaucoup d'années l'explosion grâce aux coups qu'ils ont... dispersés à leur manière tout à fait personnelle. Le coup d'Etat commencera *secundum artem* (« selon toutes les règles de l'art ») par *des coquetteries constitutionnelles*, et il y aura un beau tapage. [... et il y aura un beau tapage. (En français dans le texte. N.R.).] Si la mère nature nous favorise, nous assisterons à ce triomphe. » (Marx avait alors 59 ans.)

Or, la mère nature n'a pas permis à Marx — et ne le pouvait permettre du reste — de vivre jusqu'à « ce triomphe ». Quant aux « coquetteries constitutionnelles » il les avait *prévues*, et ses paroles semblent avoir été prononcées d'hier, à propos de la I^{re} et de la II^e Dumas russes. Or, l'avertissement donné au peuple à propos des « coquetteries constitutionnelles » formait précisément l'« âme vivante » de la tactique de boycottage tant haïe par les libéraux et les opportunistes...

Voici la lettre de Marx du 5 novembre 1880. Il exulte à l'occasion du succès du *Capital* en Russie, il se rallie aux côtés de la *Narodnia Volia* contre le groupe, récemment formé, des partisans du *Partage noir*. Les éléments anarchiques de leurs conceptions ont été exactement saisis par Marx ; ne connaissant pas et n'ayant pas eu la possibilité de connaître alors la conversion future des *narodniks* du *Partage noir* en social-démocrates, Marx attaque les partisans du *Partage noir* avec toute la force de son sarcasme cinglant :

« Ces messieurs sont contre toute action politique révolutionnaire. La Russie entrera par un saut périlleux dans le millénaire anarchiste-communiste-athéiste ! Cependant qu'ils préparent ce bond au moyen d'un doctrinarisme ennuyeux dont les soi-disant principes courent les rues depuis feu Bakounine. »

On peut voir d'ici comment Marx aurait jugé pour la Russie de 1905 et des années suivantes la portée de l'« action révolutionnaire politique » de la *social-démocratie*. [Au fait, si la mémoire ne me trahit pas, Plékhanov, ou V. Zassoulitch m'ont signalé, en 1900-1903, l'existence d'une lettre d'Engels à Plékhanov sur *Nos divergences* et le caractère de la révolution qui se prépare en Russie. Il serait intéressant de savoir exactement si cette lettre a existé, si elle s'est conservée et s'il ne serait pas temps de la publier.]

Voici une lettre d'Engels datée du 6 avril 1887 : « Par contre, la crise semble imminente en Russie. Les derniers attentats n'ont pas mal avancé l'affaire... » La lettre du 9 avril 1887 dit la même chose... « L'armée est pleine d'officiers mécontents qui conspirent » (Engels était alors sous l'impression de la lutte révolutionnaire des *narodo-voltsy*, il fondait ses espoirs sur les officiers et ne voyait pas encore l'esprit révolutionnaire que les soldats et matelots russes devaient manifester avec éclat dix-huit ans plus tard...). « ... Je ne pense pas que l'état actuel des choses se maintienne un an encore ; une fois que cela se déclenche en Russie (« *losgeht* »), alors, hurra ! »

Lettre du 23 avril 1887 : « Les persécutions (contre les socialistes) se succèdent en Allemagne. Il semble que Bismarck veuille que tout soit prêt afin qu'à l'explosion de la révolution en Russie, qui n'est plus qu'une question de quelques mois, on puisse aussi en Allemagne partir immédiatement en lutte » (« *losgeschlagen werden* »).

Les mois se sont avérés excessivement longs. Il est hors de doute qu'il se trouvera des philistins qui, le front rembruni, les sourcils froncés, condamneront catégoriquement le « révolutionnarisme » d'Engels, ou qui riront avec condescendance des vieilles utopies du vieux révolutionnaire émigrant.

Oui, Marx et Engels se sont beaucoup et souvent trompés dans leurs pronostics sur la proximité de la révolution, dans leur espoir de la victoire de cette dernière (par exemple, en 1848, en Allemagne), dans leur foi en la proximité de la « République » allemande (« mourir pour la République », écrivait à propos de cette époque Engels, en songeant à son état d'esprit de participant à la campagne militaire pour la Constitution d'Empire, en 1848-1849). Ils se sont trompés en 1871, lorsqu'ils étaient occupés à « soulever le midi de la France, ce pour quoi ils (Becker écrit : « nous » en parlant de lui-même et de ses proches amis : lettre n° 14 du 21 juillet 1871) ont fait, sacrifié et risqué tout ce qui est humainement possible... » Dans cette même lettre : « Si en mars et en avril nous avions disposé d'un peu plus de ressources, nous aurions provoqué une levée de boucliers dans toute la France méridionale et sauvé la Commune de Paris » (p. 29). Mais de *semblables* erreurs des géants de la pensée révolutionnaire, qui travaillèrent à élever et ont élevé le prolétariat du monde entier au-dessus du niveau des petites tâches quotidiennes d'un sou, — sont mille fois plus nobles, plus sublimes, *historiquement plus précieuses et plus proches de la vérité*, que la plate sagesse du libéralisme officiel qui chante, évoque, clame et proclame la vanité des vanités révolutionnaires, la vanité de la lutte révolutionnaire, les charmes des fadaïses « constitutionnelles » contre-révolutionnaires...

La classe ouvrière russe conquerra la liberté et donnera l'impulsion à l'Europe par ses actes révolutionnaires bien que pleins d'erreurs — laissons les plats personnages tirer vanité de l'infailibilité de leur inaction révolutionnaire.

6 avril 1907

LES DIVERGENCES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN

Les principales divergences tactiques dans le mouvement ouvrier contemporain d'Europe et d'Amérique se ramènent à la lutte contre deux fortes tendances qui s'écartent du marxisme, devenu en fait la théorie prédominante dans ce mouvement. Ces deux tendances sont le révisionnisme (opportunisme, réformisme) et l'anarchisme (anarcho-syndicalisme, anarcho-socialisme). Ces deux écarts de la théorie marxiste et de la tactique marxiste, dominant dans le mouvement ouvrier, s'observent, sous diverses formes et avec des nuances différentes, dans tous les pays civilisés, au cours de l'histoire longue de plus d'un demi-siècle, du mouvement ouvrier de masse.

De ce simple fait, il ressort qu'on ne peut expliquer ces écarts ni par le hasard, ni par les fautes de certaines personnes ou groupes, ni même par l'influence des particularités ou des traditions nationales, etc. Il doit y avoir des causes essentielles résidant dans le régime économique, dans le caractère du développement de tous les pays capitalistes et qui engendrent constamment ces écarts. Le petit livre, paru l'an dernier, du marxiste hollandais Anton Pannekoek : *les Divergences tactiques dans le mouvement ouvrier* (Anton Pannekoek : *Die Taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*, Hambourg, Erdmann Dubber, 1909) est une tentative intéressante d'analyse scientifique de ces causes. Dans le cours de cet exposé, nous ferons connaître au lecteur les déductions de Pannekoek, dont on ne peut pas ne pas reconnaître l'absolue justesse.

Une des causes les plus profondes qui engendrent des désaccords périodiques au sujet de la tactique est le fait même de la croissance du mouvement ouvrier. Si, au lieu de mesurer ce mouvement à l'échelle d'on ne sait quel fantastique idéal, on le considère comme un mouvement pratique d'hommes ordinaires, il apparaîtra clairement que l'entraînement de « recrues » toujours nouvelles, que l'attraction de nouvelles couches des masses laborieuses doit inévitablement s'accompagner de flottements dans le domaine de la théorie et de la tactique, de la répétition d'anciennes fautes, d'un retour momentané aux conceptions et aux méthodes périmées, etc. Le mouvement ouvrier de chaque pays dépense périodiquement, pour l'« instruction » des recrues, des réserves plus ou moins grandes d'énergie, d'attention, de temps.

Poursuivons. Le capitalisme ne se développe pas avec la même vitesse dans les différents pays et dans les diverses branches de l'économie nationale. Le marxisme est assimilé de la façon la plus facile, la plus rapide, la plus complète et la plus durable par la classe ouvrière et ses idéologues, dans les conditions de développement maximum de la grande industrie.

Les rapports économiques arriérés ou retardant dans leur développement suscitent constamment l'apparition de partisans du mouvement ouvrier qui ne s'assimilent que certains côtés du marxisme, que certaines parties de la nouvelle conception ou certains mots d'ordre et revendications, et qui sont incapables de rompre résolument avec toutes les traditions des conceptions bourgeoises en général et des conceptions bourgeoises démocratiques en particulier.

En outre, une source continuelle de divergences est le caractère dialectique de l'évolution sociale, qui s'accomplit dans des contradictions et par voie de contradictions.

Le capitalisme est progressif, car il détruit les anciens modes de production et développe les forces productives ; mais en même temps, à un certain degré de développement, il entrave la croissance des forces productives. Il développe, il organise, il discipline les ouvriers, et il pèse, il opprime, il conduit à la dégénérescence, à la misère, etc. Le capitalisme crée lui-même son fossoyeur, il crée lui-même les éléments d'un régime nouveau et, en même temps, à défaut d'un « bond », ces éléments isolés ne changent rien à l'état de choses général, ne touchent pas à la domination du Capital. Ces contradictions de la vie réelle, de l'histoire vivante du capitalisme et du mouvement ouvrier, le marxisme, comme théorie du matérialisme dialectique, sait les mettre en lumière. Mais il va de soi que les masses apprennent dans la vie et non pas dans les livres. Et c'est pourquoi il est des gens ou des groupes qui exagèrent continuellement, érigeant en théorie unilatérale, en système unilatéral de tactique, tel ou tel trait du développement capitaliste, telle ou telle « leçon » de ce développement.

Les idéologues bourgeois, libéraux et démocrates, ne comprenant pas le marxisme, ne comprenant pas le mouvement ouvrier contemporain, sautent constamment d'une extrémité impuissante à une autre.

Tantôt ils expliquent les choses par le fait que de méchantes gens « excitent » classe contre classe, tantôt ils se consolent en se disant que le parti ouvrier est un « parti pacifique de réformes ». Un produit direct de cette conception bourgeoise et de son influence, ce sont l'anarcho-syndicalisme et le réformisme qui s'attachent à *un seul* aspect du mouvement ouvrier, qui érigent en théorie ce caractère unilatéral, qui proclament comme s'excluant mutuellement les tendances ou les traits de ce mouvement qui sont la particularité spécifique de telle ou telle période, de telles ou telles conditions de l'activité de la classe ouvrière. Or, la vie réelle, l'histoire réelle *renferment* en elles ces différentes tendances, de même que la vie et le développement dans la nature renferment en eux et l'évolution lente et les bonds rapides, les solutions de continuité.

Les révisionnistes considèrent comme des phrases tous les raisonnements sur les « bonds » et sur l'antagonisme de principe entre le mouvement ouvrier et la vieille société tout entière. Ils prennent les réformes pour la réalisation partielle du socialisme. L'anarcho-syndicaliste décline le « menu travail » et particulièrement l'utilisation de la tribune parlementaire. En fait, cette dernière tactique aboutit à guetter les « grands jours », sans savoir rassembler les forces qui créent les grands événements. Les uns et les autres freinent l'action la plus importante, la plus urgente : le groupement des ouvriers en organisations vastes, puissantes, fonctionnant bien et sachant bien fonctionner dans *toutes* les situations, organisations pénétrées de l'esprit de la lutte de classe, ayant une claire conscience de leur but et éduquées dans l'esprit de la vraie conception marxiste.

Nous nous permettrons ici une petite digression et nous ferons remarquer entre parenthèses, afin d'éviter des malentendus possibles, que Pannekoek illustre son analyse par des exemples empruntés *exclusivement* à l'histoire de l'Europe occidentale, particulièrement à l'histoire d'Allemagne et de France, sans avoir *nullement* en vue la Russie. S'il semble parfois qu'il fait allusion à la Russie, c'est seulement parce que les tendances fondamentales, engendrant certains écarts par rapport à la tactique marxiste, se manifestent également chez nous, malgré l'énorme différence de culture, de mœurs et des conditions historico-économiques entre la Russie et l'Occident.

Enfin, une cause éminemment importante engendrant des désaccords entre les partisans du mouvement ouvrier, ce sont les changements de tactique des classes dirigeantes en général, de la bourgeoisie en particulier. Si la tactique de la bourgeoisie était toujours uniforme, ou du moins toujours du même genre, la classe ouvrière aurait vite appris à y répondre par une tactique pareillement uniforme et de même nature. En réalité, la bourgeoisie de tous les pays élabore, inévitablement, deux systèmes de gouvernement, deux méthodes de lutte pour la défense de ses intérêts et la sauvegarde de sa domination — méthodes qui tantôt se succèdent, tantôt se nouent en des combinaisons multiples. C'est premièrement la méthode de la violence, la méthode consistant à refuser toute concession au mouvement ouvrier, à soutenir toutes les vieilles institutions périmées, la négation intransigeante des réformes.

Telle est l'essence de la politique conservatrice qui, en Occident, cesse de plus en plus d'être la politique de la classe des propriétaires fonciers pour devenir une des variétés de la politique bourgeoise générale. La deuxième méthode est celle du « libéralisme », des mesures prises dans le sens de l'élargissement des droits politiques, dans le sens des réformes, des concessions, etc....

La bourgeoisie passe d'une méthode à l'autre, non par calcul malveillant de certaines personnes et non par hasard, mais par suite de la contradiction fondamentale de sa propre situation. Une société capitaliste normale ne peut se développer avec succès sans un régime représentatif stable, sans certains droits politiques conférés à la population, qui ne peut pas ne pas se montrer relativement fort exigeante sous le rapport « culturel ». Cette exigence d'un certain minimum de culture est due aux conditions du mode capitaliste de production lui-même avec sa technique élevée, sa complexité, sa souplesse, sa mobilité, la rapidité de développement de la concurrence universelle, etc. Les flottements dans la tactique de la bourgeoisie, le passage du système de la violence au système de prétendues concessions sont, par suite, le propre de l'histoire de tous les pays européens au cours de ce dernier demi-siècle. Ajoutons que divers pays appliquent, de préférence, l'une ou l'autre méthode pendant des périodes déterminées. Par exemple, l'Angleterre fut, de 1860 à 1880, le pays classique de la politique bourgeoise « libérale » ; l'Allemagne, de 1870 à 1890, s'en tint à la méthode de la violence, etc.

Lorsque cette méthode régnait en Allemagne, un effet unilatéral de ce système de gouvernement bourgeois fut le développement de l'anarcho-syndicalisme, ou, comme on disait alors, de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier (les « jeunes »⁶ au début des années 90 ; Johann Most au début des années 80). Lorsqu'en 1890 un tournant s'opéra dans le sens des « concessions », ce tournant fut, comme toujours, encore plus dangereux pour le mouvement ouvrier, car il engendrait un écho tout aussi unilatéral de la « politique de réformes » bourgeoise : l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. « Le but positif, réel, de la politique libérale de la bourgeoisie, écrit Pannekoek, est d'égarer les ouvriers, de porter la scission dans leurs rangs, de transformer leur politique en un appendice débile d'une soi-disant politique de réformes, toujours débile et éphémère. »

Souvent, pour un certain temps, la bourgeoisie atteint son but au moyen d'une politique « libérale », qui est, selon la juste remarque de Pannekoek, une politique « plus subtile ». Une partie des ouvriers, une partie de leurs représentants se laissent parfois tromper par des concessions apparentes. Les révisionnistes proclament que la théorie de la lutte des classes est « périmée », ou commencent à se livrer à une politique qui, pratiquement, est la renonciation à cette théorie. Les zigzags de la tactique bourgeoise amènent un renforcement du révisionnisme dans le mouvement ouvrier et poussent souvent jusqu'à la scission les divergences qui s'y manifestent.

Toutes les causes de ce genre provoquent des divergences sur la tactique à appliquer dans le mouvement ouvrier, dans les milieux prolétariens. Mais il n'y a pas et il ne saurait y avoir de muraille de Chine entre le prolétariat et les couches de la petite bourgeoisie, y compris la paysannerie, qui lui sont voisines. On conçoit donc que, de son côté, le passage de personnes, groupes et milieux de la petite bourgeoisie au prolétariat doive forcément engendrer des flottements dans la tactique de celui-ci.

L'expérience du mouvement ouvrier dans les différents pays aide à éclairer, dans les questions concrètes de la pratique, la nature de la tactique marxiste ; elle aide les plus jeunes pays à mieux discerner le véritable rôle social des écarts du marxisme et à les combattre avec plus de succès.

Décembre 1910

A PROPOS DE LA DIALECTIQUE

Le dédoublement de ce qui est un et la connaissance de ses parties contradictoires (voir, dans *l'Héraclite* de Lassalle, la citation de Philon sur Heraclite au début de la III^e partie, *De la Connaissance*), constituent le *fond* (une des « essences », une des particularités ou traits principaux, sinon le principal) de la dialectique. C'est précisément ainsi que Hegel pose à son tour la question (Aristote dans sa *Métaphysique tourne* sans cesse autour de ce problème et *combat* resp. Heraclite et les idées héraclitien-nes).

La justesse de la dialectique en cette matière doit être vérifiée par l'histoire des sciences. D'ordinaire (Plékhanov, par exemple) on ne s'occupe pas assez de ce côté de la dialectique : l'identité des contraires est considérée comme une somme *d'exemples* [« par exemple, le grain », « par exemple, le communisme primitif ». De même chez Engels. Mais c'est « aux fins de vulgarisation »...] et non comme une *loi de la connaissance* (et une loi du monde objectif).

En mathématiques, le + et le —. Différentielle et intégrale.

En mécanique, action et réaction.

En physique, électricités positive et négative.

En chimie, union et dissociation des atomes.

Dans la science sociale, lutte de classe.

L'identité des contraires (leur « unité » serait peut-être plus exact ? bien qu'ici la distinction des termes identité et unité soit sans grande importance. En un certain sens l'un et l'autre termes sont justes) reconnaît (découvre) des tendances contradictoires, opposées et *s'excluant mutuellement* dans *tous* les phénomènes et processus de la nature (et de l'esprit et de la société *dans ce nombre*). Pour concevoir tous les processus du monde en leur « *autodynamique* », en leur développement spontané, en leur réalité vivante, il faut les concevoir en tant qu'unité des contraires. Le développement est la « lutte » des contraires. Les deux concepts fondamentaux (ou les deux possibles ? ou les deux concepts donnés par l'histoire ?) du développement (de l'évolution) sont : le développement en tant que diminution et augmentation, en tant que répétition, et le développement en tant qu'unité des contraires (dédoublement de ce qui est un, en contraires qui s'excluent mutuellement, et rapports entre eux). Avec le premier concept du mouvement, restent dans l'ombre *l'autodynamique*, sa force *motrice*, sa source, son motif (à moins qu'on ne transporte cette source *au dehors* — Dieu, un sujet, etc.). L'autre concept nous porte surtout à connaître la *source* de l'« *auto* » dynamique. Le premier concept est inerte, stérile, aride. Le second est vivace. *Seul* le second nous donne la clef de l'« *autodynamique* » de tout ce qui est ; seul il nous donne la clef des « bonds », des « solutions de continuité », de la « transformation en son contraire », de la destruction de ce qui est ancien et de la naissance de ce qui est nouveau. L'unité (coïncidence, identité, équipollence) des contraires est conditionnée, temporaire, passagère, relative. La lutte des contraires qui s'excluent mutuellement est absolue, de même que l'évolution, de même que le mouvement.

NB : Le subjectivisme (le scepticisme et la sophistique, etc.) diffère, entre autres, de la dialectique en ceci que pour la dialectique (objective) la différence entre le relatif et l'absolu est également relative. Pour la dialectique objective *il y a* de l'absolu *dans* le relatif. Pour le subjectivisme et la sophistique, le relatif n'est que relatif et exclut l'absolu.

Marx, dans *le Capital*, analyse d'abord ce qu'il y a de plus simple, de plus habituel, de fondamental, de plus fréquent, de plus ordinaire, ce qui se rencontre des milliards de fois : les *rappports* dans la société bourgeoise (marchande) : l'échange de marchandises. Son analyse fait apparaître dans ce phénomène élémentaire (dans cette « cellule » de la société bourgeoise) *tous* les antagonismes (resp. embryons de *tous* les antagonismes) de la société moderne. La suite de l'exposé nous montre le développement (*et* la croissance, et le mouvement) de ces antagonismes et de cette société dans le Σ de ses diverses parties, depuis son début jusqu'à sa fin. Tel doit être aussi le mode d'exposition (resp. d'étude) de la dialectique en général (car la dialectique de la société bourgeoise n'est, pour Marx, qu'un cas particulier de la dialectique). Que l'on commence par *N'IMPORTE quelle proposition* la plus simple, la plus ordinaire, la plus fréquente, etc. : les feuilles d'un arbre sont vertes ; Jean est un homme ; Médor est un chien, etc. Déjà là (comme l'a génialement remarqué Hegel) il y a de la *dialectique* : *ce qui est*

PARTICULIER est *GENERAL*. (Cf. Aristote, *Métaphysique*, traduction de Schwegler, Bd. II, S. 40, 3 Buch, 4 Kapitel, 8-9 : « denn natürlich kann man nicht der Meinung sein, dass es ein Haus — une maison en général — gebe ausser den sichtbaren Häusern. » « Ainsi, les contraires (le particulier est contraire au général) sont identiques : le particulier n'existe que dans la relation qui mène au général. Le général n'existe que dans le particulier, à travers le particulier. Tout élément particulier a (d'une façon ou de l'autre) son caractère de généralité. Toute généralité est (parcelle ou côté ou essence) du particulier. Toute généralité n'englobe qu'à peu près tous les objets particuliers. Tout élément particulier ne participe pas entièrement du général, etc., etc. Tout élément particulier se relie par mille inférences à des éléments particuliers d'une autre *NATURE* (choses, phénomènes, processus), etc. *Déjà* là il y a des éléments, des embryons, des concepts de *nécessité*, de relation objective de la nature, etc. Le contingent et le nécessaire, le phénomène et l'essence s'y trouvent déjà, car lorsqu'on dit : Jean est un homme, Médor est un chien, ceci est une feuille d'arbre, etc., nous *rejetons* une série de signes, en tant que *CONTINGENTS*, nous dissociions l'essentiel de ce qui est fortuit, et nous l'opposons l'un à l'autre. Ainsi, dans *toute* proposition l'on peut (et l'on doit) discerner comme dans une « alvéole » (« cellule ») les embryons de *tous* les éléments de la dialectique, afin de montrer qu'en général la dialectique est inhérente à toute connaissance humaine. Or, les sciences naturelles nous apprennent (et cette fois-ci encore il faut en faire la preuve par *n'importe quel* exemple, très simple) la nature objective en ses mêmes qualités, la transformation du particulier en général, du contingent en nécessaire, les inférences, les nuances, la relation réciproque des contraires. La dialectique *est bien* la théorie de la connaissance (de Hegel et) du marxisme : ce « côté » des choses (ce n'est pas un «côté», c'est le *fond* des choses) a été négligé par Plékhanov sans parler des autres marxistes. La connaissance figurée par une suite de cercles a été définie et par Hegel (*Logique*) et par Paul Volkmann, « gnoséologue » moderne en sciences naturelles, éclectique, adversaire de l'hégélianisme (qu'il n'a pas compris !) (voir son *Erkenntnistheoretische Grundzüge der Naturwissenschaften*).

« Cercles » en philosophie : [la chronologie des *personnes* est-elle bien nécessaire ? Non !].
 Philosophie antique : de Démocrite à Platon et à la dialectique d'Héraclite.
 Renaissance : Descartes versus Gassendi (Spinoza ?).
 Philosophie moderne : de Holbach à Hegel (par Berkeley, Hume, Kant).
 Hegel — Feuerbach — Marx.

La dialectique, en tant que connaissance *vivante*, polyscopique (les aspects se multipliant sans cesse) avec une infinité de nuances en vue d'aborder, d'approcher la réalité (avec un système philosophique sortant de chaque nuance pour constituer un tout), voilà un contenu d'une richesse immense par rapport au matérialisme « métaphysique », dont le plus grand *malheur* est qu'il est inapte à appliquer la dialectique à la Bildertheorie, au processus et à l'évolution de la connaissance.

L'idéalisme philosophique *n'est que* sottise du point de vue d'un matérialisme grossier, simpliste, métaphysique. Au contraire, du point de vue du matérialisme *dialectique*, l'idéalisme philosophique est un développement *unilatéral*, exagéré, *überschwengliches* (Dietzgen) — amplification, grossissement — d'un des petits traits, des côtés, des facettes de la connaissance, en un absolu *détaché* de la matière, de la nature, divinisé. L'idéalisme, c'est de l'obscurantisme clérical. Cela est vrai. Mais l'idéalisme philosophique est (« *plutôt* » et « *en outre* ») une voie conduisant à l'obscurantisme clérical à *travers UNE DES NUANCES* de l'infiniment complexe *connaissance* (dialectique) de l'homme. La connaissance de l'homme n'est pas (resp. ne suit pas) une ligne droite, mais une ligne courbe, qui s'approche indéfiniment d'une suite de cercles, d'une spirale. Un fragment, un tronçon, un segment de cette courbe peut être transformé (transformé unilatéralement) en ligne droite, indépendante, intégrale, qui (si les arbres empêchent de voir la forêt) conduirait alors dans le marais, dans l'obscurantisme clérical (où la *fixe* l'intérêt social des classes dominantes). Le caractère rectiligne et unilatéral, la pétrification et l'ossification, le subjectivisme et la cécité subjective, voilà [En français dans le texte. (N.R.)] les racines gnoséologiques de l'idéalisme. Or, l'obscurantisme clérical (= l'idéalisme philosophique) a certes des racines *gnoséologiques* ; il a du terrain, c'est une fleur *stérile*, sans conteste, mais qui pousse sur l'arbre vivant de la vraie connaissance humaine, vivace, féconde, vigoureuse, toute-puissante, objective, absolue.

1915 ou 1916

L'IMPERIALISME ET LA SCISSION DU SOCIALISME

Existe-t-il un lien entre l'impérialisme et la victoire ignoble, monstrueuse, que l'opportunisme (sous les espèces du social-chauvinisme) a remportée sur le mouvement ouvrier européen ?

Telle est la question fondamentale du socialisme contemporain. Et maintenant que nous avons parfaitement établi dans notre littérature du parti : 1) le caractère impérialiste de notre époque et de la guerre actuelle ; 2) l'indissoluble liaison historique entre le social-chauvinisme et l'opportunisme, ainsi que l'identité de leur contenu politique et idéologique, nous pouvons et nous devons passer à l'examen de cette question fondamentale.

Il nous faut commencer par donner la définition la plus précise et la plus complète possible de l'impérialisme. L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme. Cette particularité est de trois ordres : l'impérialisme est (1) le capitalisme monopoliste ; (2) le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; (3) le capitalisme agonisant. La substitution du monopole à la libre concurrence est le trait économique capital, *l'essence* de l'impérialisme. Le mono-polisme se manifeste sous cinq formes principales : 1) les cartels, les syndicats patronaux et les trusts; la concentration de la production a atteint un degré tel qu'elle a engendré ces groupements monopolistes de capitalistes ; 2) la situation de monopole des grosses banques : trois à cinq banques gigantesques régissent toute la vie économique de l'Amérique, de la France, de l'Allemagne ; 3) l'accapement des sources de *matières premières* par les trusts et l'oligarchie financière (le capital financier est le capital industriel monopolisé, fusionné avec le capital bancaire) ; 4) le partage (économique) du monde par les cartels internationaux *a commencé*. Ces cartels internationaux, détenteurs du marché mondial *tout entier* qu'ils se partagent « à l'amiable » — tant que la guerre ne l'a pas repartagé, — on en compte déjà plus de *cent* ! L'exportation des capitaux, phénomène particulièrement caractéristique, à la différence de l'exportation des marchandises à l'époque du capitalisme non monopoliste, est en relation étroite avec le partage économique et politico-territorial du monde ; 5) le partage territorial du monde (colonies) est *terminé*.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme d'Amérique et d'Europe, et ensuite d'Asie, a fini de se constituer vers 1898-1914. Les guerres hispano-américaine (1898), anglo-boer (1899-1902), russo-japonaise (1904-1905) et la crise économique de 1900 en Europe, tels sont les principaux jalons historiques de la nouvelle époque de l'histoire mondiale.

Que l'impérialisme soit un capitalisme parasitaire ou pourrissant, c'est ce qui apparaît avant tout dans la tendance à la putréfaction qui distingue *tout* monopole sous le régime de la propriété privée des moyens de production. La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine, d'une part, et réactionnaire monarchiste, d'autre part, s'efface précisément du fait que l'une et l'autre pourrissent sur pied (ce qui n'exclut pas du tout le développement étonnamment rapide du capitalisme dans différentes branches d'industrie, dans différents pays, en différentes périodes). En second lieu, la putréfaction du capitalisme se manifeste par la formation d'une vaste couche de *rentiers*, de capitalistes vivant de la « tonte des coupons ». Dans quatre pays impérialistes avancés : l'Angleterre, l'Amérique du Nord, la France et l'Allemagne, le capital en titres est de 100 à 150 *milliards* de francs, ce qui représente un revenu annuel d'au moins 5 à 8 milliards par pays. En troisième lieu, l'exportation des capitaux est du parasitisme au carré. En quatrième lieu, « le capital financier vise à l'hégémonie, et non à la liberté ». La réaction politique sur *toute* la ligne est le propre de l'impérialisme. Vénalité, corruption dans des proportions gigantesques, panamas de tous genres. En cinquième lieu, l'exploitation des nations opprimées, indissolublement liée aux annexions, et surtout l'exploitation des colonies par une poignée de « grandes » puissances, transforme de plus en plus le monde « civilisé » en un parasite sur le corps des peuples non civilisés, qui comptent des centaines de millions d'hommes. Le prolétaire de Rome vivait aux dépens de la société. La société actuelle vit aux dépens du prolétaire contemporain. Marx a particulièrement souligné cette profonde remarque de Sismondi. L'impérialisme change un peu les choses. Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.

On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme *agonisant*, qui marque la *transition* vers le socialisme : le monopole qui surgit *du* capitalisme, c'est *déjà* l'agonie du capitalisme, le début de sa transition vers le socialisme. La *socialisation* prodigieuse du travail par l'impérialisme (ce que les apologistes, les économistes bourgeois, appellent l'« interpénétration ») a la même signification.

En définissant ainsi l'impérialisme, nous entrons en contradiction complète avec K. Kautsky, qui se refuse à voir dans l'impérialisme une « phase du capitalisme », et le définit comme la *politique* « préférée » du capital financier, comme une tendance des pays « industriels » à annexer les pays « agraires ». [« L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance de toute nation capitaliste industrielle à se soumettre et à s'adjoindre des régions *agraires* toujours plus nombreuses sans égard aux nations qui les habitent. » (Kautsky, dans la *Neue Zeit* du 11.IX.1914).] Du point de vue théorique, cette définition de Kautsky est absolument fautive. La particularité de l'impérialisme, c'est justement la domination du capital *non pas* industriel, mais financier, la tendance à s'annexer *non pas* les seuls pays agraires, mais *toutes sortes* de pays. Kautsky *dissocie* la politique de l'impérialisme de son économie ; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de frayer la voie à son réformisme bourgeois : « désarmement », « ultra-impérialisme » et autres sottises du même acabit. Le sens et le but de cette théorie falsifiée sont uniquement d'estomper les contradictions les *plus profondes* de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de l'« unité » avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et opportunistes avoués.

Nous avons déjà suffisamment insisté sur cette rupture de Kautsky avec le marxisme, et dans le *Social-Démocrate*, et dans le *Communiste*. Nos kautskistes de Russie, les « okistes » avec Axelrod et Spectator en tête, sans en excepter Martov et, dans une notable mesure, Trotski, ont préféré passer sous silence la question du kautskisme en tant que tendance. N'osant pas défendre ce que Kautsky a écrit pendant la guerre, ils se sont contentés d'exalter purement et simplement Kautsky (Axelrod dans sa brochure allemande que le Comité d'organisation⁷ a promis de publier en russe) ou d'invoquer des lettres privées de Kautsky (Spectator), dans lesquelles il assure appartenir à l'opposition et essaie jésuitiquement de faire considérer ses déclarations chauvines comme nulles et non avenues.

Notons que dans sa « conception » de l'impérialisme, qui revient à farder ce dernier, Kautsky marque un recul non seulement par rapport au *Capital financier* de Hilfer-ding (quel que soit le zèle que mette aujourd'hui Hilfer-ding lui-même à défendre Kautsky et l'« unité » avec les social-chauvins !), mais aussi par rapport au *social-libéral* J. A. Hobson. Cet économiste anglais, qui n'a pas la moindre prétention au titre de marxiste, définit avec beaucoup plus de profondeur l'impérialisme et en dévoile les contradictions dans son ouvrage de 1902. (J. A. Hobson. *Imperialism*, London 1902.) Voici ce que disait cet auteur (chez qui l'on retrouve presque toutes les platitudes pacifistes et « conciliatrices » de Kautsky) sur la question particulièrement importante du caractère parasitaire de l'impérialisme :

Des circonstances de deux ordres affaiblissent, selon Hobson, la puissance des anciens Empires : 1) le « parasitisme économique » et 2) le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants. « La première circonstance est la coutume du parasitisme économique, en vertu de laquelle l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » En ce qui concerne la seconde circonstance, Hobson écrit :

« L'un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme » (dans la bouche du social-libéral Hobson, ce refrain sur la « cécité » des impérialistes est moins déplacé que chez le « marxiste » Kautsky), « c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et les autres nations impérialistes s'engagent dans cette voie. La Grande-Bretagne est allée plus loin que toutes les autres. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre Empire des Indes ont été livrées par nos troupes indigènes : dans l'Inde, comme plus récemment aussi en Egypte, de grandes armées permanentes sont placées sous le commandement des Britanniques ; presque toutes nos guerres de conquête en Afrique, sa partie Sud exceptée, ont été faites pour notre compte par les indigènes. »

La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : « Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent — le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches — à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la

finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut. » « Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupés à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie » (il aurait fallu dire : à cette perspective) « comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de « placeurs de capitaux » (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour qu'une prévision — celle-ci ou toute autre — de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable. Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles orienteront l'achèvement de ce processus. » Le social-libéral Hobson ne voit pas que cette « résistance » ne peut être opposée que par le prolétariat révolutionnaire, et *seulement* sous la forme d'une révolution sociale. Il n'est pas social-libéral pour rien ! Mais il a fort bien abordé, dès 1902, la question du rôle et de la portée des « Etats-Unis d'Europe » (avis au kautskiste Trotski !), comme aussi de tout ce que cherchent à voiler les *kautskistes hypocrites* des différents pays, à savoir le fait que les *opportunistes* (les social-chauvins) font cause commune avec la bourgeoisie impérialiste *justement* dans le sens de la création d'une Europe impérialiste sur le dos de l'Asie et de l'Afrique ; le fait que les *opportunistes* apparaissent objectivement comme une partie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la classe ouvrière, *soudoyée* avec les fonds du surprofit des impérialistes et convertie en *chiens de garde* du capitalisme, en *corrupteurs* du mouvement ouvrier.

Nous avons maintes fois signalé, non seulement dans des articles, mais aussi dans des résolutions de notre Parti, cette liaison économique extrêmement profonde de la bourgeoisie impérialiste, très précisément, avec l'opportunisme qui a triomphé aujourd'hui (est-ce pour longtemps ?) du mouvement ouvrier. Nous en avons inféré, notamment, que la scission avec le social-chauvinisme était inévitable. Nos kautskistes ont préféré éluder la question ! Martov, par exemple, avance depuis un bon moment dans ses conférences un sophisme qui, dans les *Izvestia du secrétariat à l'étranger du Comité d'organisation* (n° 4 du 10 avril 1916), est énoncé en ces termes :

... « La cause de la social-démocratie révolutionnaire serait très mauvaise, voire désespérée, si les groupes d'ouvriers qui, par leur développement intellectuel, se sont le plus rapprochés de l'« intelligentsia » et sont les plus qualifiés, abandonnaient fatalement cette dernière pour rejoindre l'opportunisme »...

Au moyen du vocable absurde « fatalement » et d'un certain « escamotage », on *élude* le fait que *certain*s contingents d'ouvriers *ont rallié* l'opportunisme et la bourgeoisie impérialiste ! Or *éluder* ce fait, c'est tout ce que veulent les sophistes du Comité d'organisation ! Ils se retranchent derrière cet « optimisme officiel », dont font aujourd'hui parade et le kautskiste Hilferding et beaucoup d'autres individus : les conditions objectives, prétendent-ils, se portent garantes de l'unité du prolétariat et de la victoire de la tendance révolutionnaire ! Nous sommes, disent-ils, « optimistes » en ce qui concerne le prolétariat !

Mais en réalité tous ces kautskistes, Hilferding, les okistes, Martov et C^{ie} sont des *optimistes*... en ce qui concerne *l'opportunisme*. Tout est là !

Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard, — à *cette* échelle, c'est une question de détail, — il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, *vous rampez à plat ventre* devant les opportunistes, qui sont *étrangers* au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence ; et *s'il ne s'affranchit pas* d'eux, le mouvement ouvrier restera un *mouvement ouvrier bourgeois*. Votre propagande en faveur de l'« unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenskéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser *l'asservissement* des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. La victoire de la social-démocratie révolutionnaire à l'échelle mondiale est absolument inévitable, mais elle se poursuit et se poursuivra, elle se fait et se fera uniquement *contre* vous ; elle sera une victoire *sur* vous. Les deux tendances, disons même les *deux* partis dans le mouvement ouvrier contemporain, qui se sont si manifestement séparés dans le monde entier en 1914-1916, ont été *observés de près par Engels et Marx en Angleterre* pendant plusieurs *dizaines d'années*, de 1858 à 1892 environ.

Ni Marx ni Engels n'ont vécu jusqu'à l'époque impérialiste du capitalisme mondial dont le début ne remonte pas au-delà de 1898-1900. Mais l'Angleterre, dès le milieu du XIX^e siècle, avait ceci de particulier qu'au moins deux traits distinctifs fondamentaux de l'impérialisme s'y trouvaient réunis : 1) d'immenses colonies et 2) des profits de monopoles (en raison de sa situation de monopole sur le marché mondial). Sous ces deux rapports, l'Angleterre faisait alors exception parmi les pays capitalistes. Et Engels et Marx, analysant cette exception, ont montré d'une façon parfaitement claire et précise sa *liaison* avec la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait : « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à *côté* de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. » Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Haies a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge le 4 août 1874 : « En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. » Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ».

Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait : « Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge : « ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution. » Dans une lettre du 19 avril 1890 : « Le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse *sous* la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse *inférieure* (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se *retrouvera elle-même*, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement. » Le 4 mars 1891 : « L'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée ; les « vieilles » trade-unions conservatrices, *riches* et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »... Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du *parti ouvrier bourgeois* » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868 ; « la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »... « Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée »... Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, « ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés »... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier *dans leur ensemble*. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le *nœud* de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.

Là encore Kautsky a déjà essayé de « troubler l'eau » et de substituer au marxisme une conciliation mielleuse avec les opportunistes. Dans une polémique avec les social-impérialistes déclarés et naïfs (dans le genre de Lensch) qui justifient la guerre du côté de l'Allemagne comme une destruction du monopole de l'Angleterre, Kautsky « rectifie » cette contre-vérité évidente au moyen d'une autre contre-vérité, non moins évidente. Il remplace la contre-vérité cynique par une contre-vérité douceuse ! Le monopole *industriel* de l'Angleterre, dit-il, est depuis longtemps brisé, depuis longtemps détruit, il n'est ni nécessaire ni possible de le détruire. En quoi cet argument est-il faux ?

En ce que, premièrement, il passe sous silence le monopole *colonial* de l'Angleterre. Or, comme nous l'avons vu, Engels a soulevé cette question d'une façon parfaitement claire dès 1882, c'est-à-dire il y a 34 ans ! Si le monopole industriel de l'Angleterre est détruit, le monopole colonial non seulement demeure, mais a entraîné de graves complications, car tout le globe terrestre est déjà partagé ! A la faveur de son mensonge mielleux, Kautsky fait passer subrepticement sa petite idée pacifiste bourgeoise et petite-bourgeoise opportuniste selon laquelle il n'y aurait « aucune raison de faire la guerre ». Au contraire, non seulement les *capitalistes* ont maintenant une raison de faire la guerre, mais il leur est *impossible de ne pas* la faire s'ils veulent sauvegarder le capitalisme ; car, sans procéder à un repartage des colonies par la violence, les *nouveaux* pays impérialistes ne peuvent obtenir les privilèges dont jouissent les puissances impérialistes plus vieilles (et *moins fortes*).

Deuxièmement. Pourquoi le monopole de l'Angleterre explique-t-il la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans ce pays ? Parce que le monopole fournit un *surprofit*, c'est-à-dire un excédent de profit par rapport au profit capitaliste normal, ordinaire dans le monde entier. Les capitalistes *peuvent* sacrifier une parcelle (et même assez grande !) de ce surprofit pour corrompre *leurs* ouvriers, créer quelque chose comme une alliance (rappelez-vous les fameuses « alliances » des trade-unions anglaises avec leurs patrons, décrites par les Webb), une alliance des ouvriers d'une nation donnée avec leurs capitalistes *contre* les autres pays. Le monopole industriel de l'Angleterre a été détruit dès la fin du XIX^e siècle. Cela est incontestable. Mais *comment* cette destruction s'est-elle opérée ? Aurait-elle entraîné la disparition de *tout* monopole ? S'il en était ainsi, la « théorie » de la conciliation (avec l'opportunisme) de Kautsky recevrait une certaine justification. Mais ce n'est justement *pas* le cas. L'impérialisme *est* le capitalisme monopoliste. Chaque cartel, trust, syndicat patronal, chaque banque géante, *est* un monopole. Le surprofit n'a pas disparu, il subsiste. L'exploitation par un seul pays privilégié, financièrement riche, de tous les autres pays demeure et se renforce. Une poignée de pays riches — ils ne sont que quatre en tout, si l'on veut parler de la richesse « moderne », indépendante et véritablement prodigieuse : l'Angleterre, la France, les Etats-Unis et l'Allemagne — ont développé les monopoles dans d'immenses proportions, reçoivent un surprofit se chiffrant par centaines de millions sinon par milliards, « chevauchent sur l'échine » de centaines et de centaines de millions d'habitants des autres pays, et luttent entre eux pour le partage d'un butin particulièrement abondant, particulièrement gras et de tout repos.

Là est justement l'essence économique et politique de l'impérialisme, dont Kautsky cherche à estomper les très profondes contradictions, au lieu de les dévoiler.

La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste *peut, économiquement*, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre⁸, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. De 1848 à 1868, et aussi partiellement plus tard, l'Angleterre était seule à bénéficier du monopole ; c'est *pourquoi* l'opportunisme a pu y triompher des dizaines d'années durant ; *il n'y avait pas* d'autres pays possédant de riches colonies ou disposant d'un monopole industriel.

Le dernier tiers du XIX^e siècle a marqué le passage à une nouvelle époque, celle de l'impérialisme. Le capital financier bénéficie d'une situation de monopole *non pas* dans une seule, mais dans plusieurs grandes puissances, très peu nombreuses. (Au Japon et en Russie, le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc., suppléent en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne.) Il résulte de cette différence que le monopole de l'Angleterre a *pu* demeurer *incontesté* pendant des dizaines d'années. Le monopole du capital financier actuel est furieusement disputé ; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Autrefois l'on pouvait soudoyer, corrompre pour des dizaines d'années la classe ouvrière *de tout un* pays. Aujourd'hui, ce serait invraisemblable, voire impossible ; par contre, *chaque* « grande » puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches *moins nombreuses* (que dans l'Angleterre des années 1848 à 1868) de l'« aristocratie ouvrière ». Autrefois, un « *parti ouvrier bourgeois* », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Aujourd'hui, « *le parti ouvrier bourgeois* » est *inévitabile* et typique pour *tous* les pays impérialistes ; mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. Car les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., *en permettant* de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de plus en plus la *masse* du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des *masses*, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite : elle est économiquement « fondée ». La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans tous les pays. Il n'y a aucune différence essentielle entre un parti régulièrement constitué comme, par exemple, celui de Bissolati en Italie, parti parfaitement social-impérialiste, et, disons, le pseudoparti à demi constitué des Potressov, Gvozdev, Boulkine, Tchkhéidzé, Skobélev et C^{ie}. Ce qui importe, c'est que, du point de vue économique, le rattachement de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie est parvenu à sa maturité et s'est achevé ; quant à la forme politique, ce fait économique, ce changement des rapports de classe s'en trouvera une sans trop de « difficulté ».

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne — la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. — ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes *politiques* correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obéissance bourgeoise », — voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ».

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections ; on ne saurait se passer des masses ; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on *ne peut* entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. Je qualifierais ce système de lloydgeorgisme, du nom d'un des représentants les plus éminents et les plus experts de ce système dans le pays classique du « parti ouvrier bourgeois », le ministre anglais Lloyd George. Brasseur d'affaires bourgeois de premier ordre et vieux flibustier de la politique, orateur populaire, habile à prononcer n'importe quel discours, même révolutionnaire, devant un auditoire ouvrier, et capable de faire accorder de coquettes aumônes aux ouvriers obéissants sous l'aspect de réformes sociales (assurances, etc.), Lloyd George sert à merveille la bourgeoisie [Récemment, dans une revue anglaise, j'ai trouvé l'article d'un tory, adversaire politique de Lloyd George : « Lloyd George vu par un tory. » La guerre a ouvert les yeux à cet adversaire et lui a montré quel parfait commis de la bourgeoisie est ce Lloyd George ! Les tories ont fait la paix avec lui !] ; et il la sert justement *parmi* les ouvriers, il propage son influence *justement* au sein du prolétariat, là où il est le plus nécessaire et le plus difficile de s'assurer une emprise morale sur les masses.

Et y a-t-il une grande différence entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson et les Hyndman, les Plékhanov, les Renaudel et consorts ? Parmi ces derniers, nous objectera-t-on, il en est qui reviendront au socialisme révolutionnaire de Marx. C'est possible, mais c'est là une différence de degré insignifiante si l'on considère la question sur le plan politique, c'est-à-dire à une échelle de masse. Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat.

Mais le *courant* social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois », invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes.

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. La fraction Tchkhéidzé⁹, *Naché Diélo*, *Golos Trouda* en Russie et les « okistes » à l'étranger, ne sont rien de plus qu'une variété d'un de *ces* partis. Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître *avant* la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petit-bourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant ; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés : Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières ; Hyndman a quitté le parti ; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes.

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX^e siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les

organisations des trade-unions englobent directement une *minorité du prolétariat*. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de $\frac{1}{5}$ du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX^e siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des *vieilles* trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse *inférieure* », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui *n'est pas* contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste ! Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre impérialiste ne *représentent* qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller *plus bas* et *plus profond*, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

Dans notre prochain article, nous essaierons de résumer les principaux caractères distinctifs de cette ligne, en l'opposant au kautskisme.

Octobre 1916

PAROLES PROPHETIQUES

On ne croit plus, Dieu merci ! aux miracles. Les prophéties miraculeuses sont des contes. Mais les prophéties scientifiques sont un fait acquis. Et, de nos jours, alors que partout le découragement honteux, voire même le désespoir, sont choses fréquentes, il est utile de rappeler une prophétie scientifique qui s'est vérifiée.

Friedrich Engels eut à écrire, en 1887, sur la future guerre mondiale, dans la préface à la brochure de Sigismund Borckheim : *Pour l'édification des ultra-patriotes allemands de 1806-1807 (Zur Erinnerung für die deutschen Mordspatrioten 1806-1807)*. (Cette brochure forme le fascicule XXIV de la *Bibliothèque social-démocrate* publiée à Goettingue-Zürich en 1888.)

Voici comment Friedrich Engels jugeait, il y a plus de trente ans, la future guerre mondiale :

... « Et enfin, il n'y a plus pour la Prusse-Allemagne d'autre guerre possible qu'une guerre mondiale, et, à la vérité, une guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence jamais imaginées jusqu'ici. 8 à 10 millions de soldats s'entrégorgeront ; ce faisant, ils dévoreront et tondront toute l'Europe comme jamais ne le fit encore une nuée de sauterelles.

Les dévastations de la guerre de Trente ans, condensées en 3 ou 4 années et répandues sur tout le continent ; la famine, les épidémies, la sauvagerie générale des armées ainsi que des masses populaires provoquée par l'âpreté du besoin, le gâchis sans nom de notre mécanisme artificiel du commerce, de l'industrie et du crédit finissant dans la banqueroute générale. L'effondrement des vieux Etats et de leur sagesse politique traditionnelle, et tel que les couronnes rouleront par dizaines sur le pavé et qu'il ne se trouvera personne pour les ramasser ; l'impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira vainqueur de la lutte ; un seul résultat est absolument certain : l'épuisement général et la création des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière.

Telle est la perspective si le système du surenchérissement mutuel en fait d'armements militaires, poussé à l'extrême, porte enfin ses fruits inévitables. Voilà, Messieurs les monarques et les hommes d'Etat, où votre sagesse a amené la vieille Europe. Et s'il ne vous reste rien d'autre qu'à ouvrir la dernière grande danse guerrière, ce n'est pas pour nous déplaire (*uns kann es recht sein*). La guerre va peut-être nous rejeter momentanément à l'arrière-plan, elle pourra nous enlever maintes positions déjà conquises. Mais, si vous déchaînez des forces que vous ne pourrez plus maîtriser ensuite, quelque tour que prennent les choses, à la fin de la tragédie, vous ne serez plus qu'une ruine et la victoire du prolétariat sera déjà conquise, ou, quand même (*doch*), inévitable.

Friedrich Engels

Londres, 15 décembre 1887.

Géniale prophétie ! Et de quelle infinie richesse de pensées est chaque phrase de cette analyse de classe scientifique, brève, claire et précise ! Combien y puiseraient ceux qui s'abandonnent maintenant à l'incrédulité honteuse, au découragement, au désespoir, si... si les gens habitués à s'aplatir devant la bourgeoisie ou qui se sont laissés intimider par elle, savaient penser, étaient capables de penser !

Certaines prévisions d'Engels se sont réalisées autrement : il fallait bien que le monde et le capitalisme changent en trente années de développement impérialiste prodigieusement rapide. Mais le plus étonnant, c'est que tant de choses prédites par Engels s'accomplissent « comme si c'avait été réglé d'avance ». Car Engels donnait une analyse de classe irréprochablement juste ; or, les classes et leurs rapports n'ont point changé.

... « La guerre va peut-être nous rejeter momentanément à l'arrière-plan »... Les choses ont justement marché dans ce sens, mais bien plus loin et pis encore : une partie des social-chauvins « rejetés en arrière », et de leurs « semi-adversaires » sans caractère, les kautskistes, se sont mis à exalter leur mouvement rétrograde et sont devenus d'avérés félons et traîtres au socialisme.

... « Peut-être la guerre pourra-t-elle nous enlever maintes positions déjà conquises »... Toute une série de positions « légales » ont été enlevées à la classe ouvrière. En revanche, les épreuves l'ont aguerrie et elle reçoit les leçons cruelles, mais utiles, de l'organisation illégale, de la lutte illégale, de la préparation de ses forces à l'assaut révolutionnaire.

« ... Les couronnes rouleront par dizaines... » Plusieurs couronnes sont déjà tombées, dont une qui en vaut une dizaine d'autres : la couronne de l'autocrate de toutes les Russies, Nicolas Romanov.

« ... Impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira... » Après quatre années de guerre, cette impossibilité absolue apparaît, s'il est permis de s'exprimer ainsi, plus absolue encore.

« ... Le gâchis sans nom de notre mécanisme artificiel du commerce, de l'industrie et du crédit... » A la fin de la quatrième année de guerre, la Russie, un des Etats les plus grands et les plus arriérés parmi ceux que les capitalistes ont amenés à la guerre, s'en est pleinement ressentie. Mais la famine grandissante en Allemagne et en Autriche, le manque de vêtements et de matières premières, l'usure des moyens de production ne montrent-ils pas que les autres pays, eux aussi, sont précipités vers une situation analogue ?

Engels ne montre que les conséquences d'une guerre « extérieure » ; il ne parle pas de la guerre intérieure, c'est-à-dire de la guerre civile, dont aucune grande révolution ne s'est encore passée dans l'histoire, sans laquelle aucun marxiste sérieux n'a conçu le passage du capitalisme au socialisme. Et si la guerre extérieure peut encore se prolonger quelque temps, sans produire un « gâchis sans nom » dans le « mécanisme artificiel » du capitalisme, il est évident que la guerre civile devient tout à fait inconcevable sans de telles conséquences.

Quelle inintelligence, quelle veulerie — pour ne pas parler de servilité intéressée envers la bourgeoisie — manifestent ceux qui, continuant à se dire « socialistes », comme nos gens de la *Novdia Jizn*, nos menchéviks, nos socialistes-révolutionnaires de droite, etc., signalent haineusement les manifestations de ce « gâchis sans nom », et en rendent responsables le prolétariat révolutionnaire, le pouvoir des Soviets, le passage « utopique » au socialisme. C'est la guerre qui entraîne le « gâchis », la ruine — l'expression russe *razroukha* est excellente. Il ne peut pas y avoir de guerre difficile sans ruine. La guerre civile, condition nécessaire et compagne de la révolution socialiste, ne peut pas se faire sans ruines. Répudier la révolution, le socialisme, « à cause » de la ruine, c'est simplement révéler son absence de principes et passer en fait à la bourgeoisie.

« ... La famine, les épidémies, la sauvagerie générale des armées ainsi que des masses populaires provoquée par l'âpreté du besoin... »

Avec quelle simplicité et quelle clarté Engels tire cette conclusion indiscutable, évidente pour quiconque est tant soit peu capable de songer aux conséquences objectives d'une longue guerre, pénible et douloureuse ! Mais de quelle stupéfiante inintelligence font preuve ces nombreux « social-démocrates » et « socialistes » à la manque, qui ne veulent, ou ne savent pas approfondir cette pensée d'une simplicité élémentaire.

Une guerre de longue haleine se conçoit-elle sans que les armées et les masses populaires soient réduites à l'état de *sauvagerie* ? Certes, non. Pour plusieurs années, si ce n'est pour une génération entière, cette conséquence d'une guerre prolongée est absolument inévitable. Or, nos « hommes sous une cloche de verre », nos freluquets d'intellectuels bourgeois, qui s'intitulent « social-démocrates » et « socialistes » font chorus avec la bourgeoisie, imputent à la révolution les manifestations de sauvagerie ou l'inévitable rigueur des moyens de lutte contre les cas particulièrement frappants de sauvagerie — bien qu'il soit clair comme le jour que cette sauvagerie est due à la guerre impérialiste et que, sans une longue lutte et sans de cruelles mesures de répression, nulle révolution n'est en état de se libérer de ces conséquences de la guerre.

Ils sont disposés à admettre « en théorie » la révolution du prolétariat et des autres classes opprimées, nos doucereux écrivains de la *Novaïa Jizn*, du *Vpériod* ou du *Diélo Naroda*¹⁰, pourvu que cette révolution nous tombe du ciel au lieu qu'elle naisse et grandisse sur la terre, inondée du sang de la tuerie impérialiste des peuples, qui dure depuis quatre ans, parmi des millions et des millions d'hommes mis à bout, épuisés, réduits à l'état sauvage par cette boucherie.

Ils ont entendu dire et admis en « théorie » qu'il convient de comparer la révolution à un accouchement ; mais quand on en est venu à l'action, ils ont flanché honteusement, et les jérémiades de leurs vilaines petites âmes n'ont fait que rééditer les attaques haineuses de la bourgeoisie contre l'insurrection du prolétariat.

Prenons les descriptions d'accouchements que nous offre la littérature, celles des auteurs désireux de retracer véridiquement toute la peine, toute la douleur, toute l'horreur de cet acte, comme dans la *Joie de vivre* d'Emile Zola et dans les *Mémoires d'un médecin* de Véressaïev. La naissance d'un homme est associée à un acte qui fait de la femme une masse de chair douloureuse, martyrisée, ensanglantée, folle de douleur, à demi-morte. Mais voudrait-on reconnaître la qualité d'homme à l'« individu » qui ne verrait *que cela* dans l'amour, dans ses conséquences, dans la transformation de la femme en mère ? Est-il quelqu'un qui, pour *cette* raison, renoncerait à l'amour et à la procréation ?

Il y a des enfantements faciles et des enfantements difficiles. Marx et Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, ont toujours parlé des *longues douleurs de l'enfantement*, nécessairement liées à la transition du capitalisme au socialisme. Et Engels, analysant les conséquences d'une guerre mondiale, décrit en termes simples et clairs ce fait indiscutable, ce fait évident que la révolution succédant à une guerre, rattachée à une guerre (et qui, mieux encore, dirons-nous, a été déchaînée pendant une guerre, obligée de grandir et de se maintenir, cernée par la guerre mondiale), — qu'une telle révolution est un cas d'enfantement *particulièrement difficile*.

Dans la nette conscience de ce fait, Engels parle avec la plus grande prudence du socialisme enfanté par la société capitaliste périssant dans la guerre mondiale. « Un seul résultat (de la guerre mondiale), dit-il, est absolument certain : l'épuisement général et la *création* des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière. »

Cette pensée est exprimée avec encore plus de netteté dans les dernières lignes de la préface que nous analysons :

... « A la fin de la tragédie vous ne serez (capitalistes et propriétaires fonciers, monarques et hommes d'Etat de la bourgeoisie) plus qu'une ruine et la victoire du prolétariat sera ou déjà conquise, ou quand même inévitable. »

Les enfantements laborieux augmentent très sensiblement le danger de maladie mortelle ou d'une issue mortelle. Mais si certains individus meurent dans l'enfantement, la société nouvelle enfantée par l'ancien régime ne peut pas périr ; sa naissance sera simplement plus douloureuse et plus longue, sa croissance et son développement, plus lents.

La guerre n'a pas encore pris fin. L'épuisement général est déjà un fait acquis. Les deux résultats *immédiats* de la guerre, prédits conditionnellement par Engels (ou la victoire déjà conquise de la classe ouvrière, ou la création de conditions la rendant inévitable, *en dépit de toutes les difficultés*), ces deux conditions sont maintenant, vers le milieu de l'année 1918, acquises.

Dans un pays, le moins développé des pays capitalistes, la victoire de la classe ouvrière est *déjà conquise*. Dans les autres, c'est avec un effort inouï et d'inouïes souffrances que se créent les conditions qui rendent cette victoire « quand même inévitable ».

Que les freluquets du socialisme croassent ; que la bourgeoisie se démène, en proie à la rage. Seuls les gens qui ferment les yeux pour ne pas voir et se bouchent les oreilles pour ne pas entendre, peuvent ne pas remarquer que, dans le monde entier, les douleurs de l'enfantement ont commencé pour la vieille société capitaliste, grosse du socialisme. Notre pays, que les événements ont momentanément placé à l'avant-garde de la révolution socialiste, a à subir, maintenant, les douleurs particulièrement violentes de la première phase de l'enfantement en cours. Nous avons toutes les raisons d'envisager l'avenir avec une fermeté et une confiance absolues, car il nous prépare de nouveaux alliés, de nouvelles victoires de la révolution socialiste dans nombre de pays plus avancés. Nous avons le droit d'être fiers et heureux d'avoir été les premiers à abattre, sur un point du globe, ce fauve, le capitalisme, qui a inondé de sang la terre, réduit l'humanité à la famine et à l'état sauvage, mais qui périra fatalement et bientôt, si monstrueuse, si bestiale que soit la fureur de son agonie.

29 juin 1918

NOTES :

1. Ces vers que Lénine a placés en épigraphe à l'article « Friedrich Engels » sont empruntés au poème de Nékrassov : *A la mémoire de Dobrolioubov*.
2. Le *Parti constitutionnel-démocrate* (les cadets), principal parti bourgeois en Russie, parti de la bourgeoisie monarchiste libérale, fondé en octobre 1905. Œuvrant sous le couvert d'un faux démocratisme et s'intitulant parti de la « Liberté du peuple », les cadets s'efforcent de gagner à leurs côtés la paysannerie. Ils veulent conserver le tsarisme sous forme de monarchie constitutionnelle. Au lendemain de la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, les cadets montent des complots et soulèvements contre-révolutionnaires visant la République des Soviets. *Bezzaglavtsy*, groupe semi-cadet, organisateurs et collaborateurs de la revue « *Bez zaglavia* » [Sans titre], éditée à Pétersbourg en 1906 par S. Prokopovitch, E. Kouskova, V. Bogoutcharski et autres. Ils se disaient partisans de l'aile révisionniste, de la social-démocratie d'Occident (Bernstein et autres), s'élevaient contre la politique autonome de classe du prolétariat. Lénine les appelait « cadets menché-visants » ou « menchéviks cadétisants. »
3. *L'homme sous une cloche de verre*, principal personnage d'un récit, portant le même titre, de A. Tchékhov. Type du philistin borné, craignant toutes nouveautés, toutes initiatives.
4. *Le sage goujon*, type du philistin pusillanime dans un conte du satirique russe M. Saltykov-Chtchédrine.
5. L'idée d'un « congrès ouvrier » et d'un « large parti ouvrier » fut lancée par les liquidateurs, courant opportuniste répandu parmi les menchéviks après la défaite de la révolution de 1905-1907. Larine était un de leurs leaders. Les liquidateurs exigeaient la suppression du parti révolutionnaire illégal de la classe ouvrière. Invitant les ouvriers à cesser la lutte révolutionnaire contre le tsarisme, ils proposaient de fonder un « large » parti ouvrier, petit-bourgeois, sans programme, un parti opportuniste, dont l'organe supérieur devait être le « congrès ouvrier » auquel auraient participé les social-démocrates, aussi bien que les s.-r. et les anarchistes. Ce parti devait, dans la pensée des liquidateurs, renoncer aux mots d'ordre révolutionnaires et ne s'occuper que de l'activité légale autorisée par le gouvernement tsariste. Lénine dénonça la tentative nuisible des menchéviks de liquider le parti ouvrier social-démocrate et de dissoudre le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière dans la masse petite-bourgeoise. Ce courant n'eut pas de succès au sein de la classe ouvrière. La conférence de Prague du P.O.S.D.R., tenue en janvier 1912, exclut les liquidateurs du parti.
6. Les « jeunes » dans la social-démocratie allemande, groupe petit-bourgeois, semi-anarchique, qui se constitua en 1890. Le noyau en était formé d'« étudiants à demi savants », de jeunes littérateurs (d'où le nom de ce groupe). Il formula une plate-forme, qui rejetait toute participation des social-démocrates au parlement. En octobre 1891, au Congrès d'Erfurt de la social-démocratie allemande, les « jeunes » furent exclus du parti.
7. Le *Comité d'organisation*, centre directeur des menchéviks, fondé en 1912 à la conférence d'août des menchéviks-liquidateurs et de tous les groupes et courants hostiles au Parti.
8. *Les comités des industries de guerre*, fondés en Russie en 1915 par la grande bourgeoisie impérialiste. Soucieux de soumettre des ouvriers à leur influence et leur insuffler le jusqu'aboutisme, la bourgeoisie a imaginé de constituer des « groupes ouvriers » auprès de ces comités. Elle avait intérêt à rassembler dans ces groupes les représentants des ouvriers, qui devaient faire la propagande auprès des masses ouvrières pour augmenter le rendement dans les usines de guerre. Les menchéviks prirent une part active à cette besogne pseudo-patriotique de la bourgeoisie. Les bolcheviks boycottèrent les comités des industries de guerre avec succès, grâce au soutien de la majorité des ouvriers.
9. La *fraction Tchkhéidzé*, fraction menchévique à la IV^e Douma d'Etat.
10. « *Novala Jizn* » [la Vie nouvelle], « *Vpériod* » [En avant], organes de presse menchéviks. « *Diélo Naroda* » [la Cause du peuple], journal du parti socialiste-révolutionnaire.